

Erdogan aujourd'hui à Alger

UN COUP D'ACCÉLÉRATEUR À LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7745– MARDI 21 NOVEMBRE 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Projet de loi sur la presse écrite et électronique

LES DÉPUTÉS DONNENT LEUR QUITUS

Page 3

SECTEUR DE LA SANTÉ

45% D'AUGMENTATION DES SALAIRES



Bonne nouvelle pour les personnels du secteur de la santé. Une augmentation des salaires de l'ordre de 45% est programmée, dans le cadre de la régularisation financière et de l'accompagnement des carrières, au titre de la loi de finances pour l'année 2024. C'est ce qui a été annoncé par le ministre du secteur, Abdelhak Saihi.
Page 3

HAUSSE DES PRIX DU POULET

Les autorités lancent une enquête urgente

Page 5

L'OPÉRATION ATTENDUE AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

Ouverture du capital du CPA

Page 4

L'AGRESSION CONTRE LES CIVILS SE POURSUIT

La barbarie sioniste face à la détermination palestinienne

Page 2

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

L'AGRESSION CONTRE LES CIVILS À GHAZA SE POURSUIT

La barbarie sioniste face à la détermination palestinienne

Après la barbarie commise avant-hier dans l'hôpital Al-Shifa à Ghaza et l'évacuation forcée des malades, des blessés et des déplacés, les forces d'occupation sionistes ont sauvagement bombardé, hier, l'hôpital indonésien qui accueille plus de 700 patients et des milliers de déplacés. Le premier bilan fait état de douze personnes tuées et de dizaines de blessés.



L'hôpital indonésien à Ghaza sauvagement bombardé.

Les bombardements sionistes ont ciblé la salle de réanimation, où se trouvaient dix patients qui sortaient du bloc opératoire, un médecin orthopédiste et un accompagnateur, tous tombés en martyres, selon les déclarations du directeur médical de l'Hôpital. Il a également affirmé que des chars israéliens sont positionnés autour de l'établissement sanitaire situé dans le nord de l'enclave palestinienne, qui subit une agression meurtrière sans précédent depuis le 7 octobre dernier, avec la complicité des pays occidentaux, à leur tête les Etats-Unis.

Selon l'agence de presse palestinienne WAFA, l'établissement a été touché par des tirs d'artillerie.

Comme de nombreux autres établissements de santé dans la bande de Ghaza, l'hôpital indonésien, créé en 2016 grâce au financement d'organisations indonésiennes, a cessé ses activités. Le porte-parole du ministère de la Santé, Ashraf Al-Qidreh, a déclaré qu'il y a environ 700 patients, les équipes médicales et des milliers de déplacés à l'intérieur de l'établissement.

Pour justifier les bombardements et l'assaut militaire mené dans un établissement hospitalier protégé par la loi internationale, la convention de Genève et les règles de la guerre, l'état terroriste avait prétexté qu'un centre de commandement de Hamas se trouvait sous l'Hôpital Al-Shifa, puis ajoutant dans un second temps que des prisonniers israéliens capturés par la résistance palestinienne lors de l'opération Déluge D'El-Aqsa seraient cachés dans l'hôpital. Des prétextes sans fondement démentis entièrement par le Hamas depuis le début de l'agression.

Suite à son échec de retrouver des preuves incriminant le mouvement palestinien Hamas à l'intérieur de l'hôpital Al-Shifa, l'armée sioniste a prétendu que les preuves avaient été «dissimulées».

S'agissant des 291 blessés et malades, incapables de se déplacer sans assistance médicale, restants à l'hôpital Al-Shifa, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prépare leur évacuation vers d'autres hôpitaux de Ghaza. Quant aux 30 bébés prématurés, ils ont été évacués avant-hier soir de l'hôpital vers Rafah, pour recevoir « des soins urgents dans l'unité de soins intensifs néonatals », a indiqué le patron de l'organisation onusienne, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

« Ces bébés ont beaucoup souffert » et ont subi des « séquelles importantes », a expliqué à la presse le directeur général des hôpitaux de la bande de Ghaza, Mohammed Zaqout, indiquant que huit bébés étaient morts par manque de soins avant leur transfert dont deux dimanche matin.

Cette sale guerre menée par les israéliens contre les civils, notamment les enfants qui représentent plus de 50% des personnes tuées, vise en réalité à masquer un retentissant échec stratégique de l'armée de l'occupation, qui peine à atteindre les objectifs annoncés par le chef du gouvernement sioniste, entre autres, l'éradication du mouvement de la résistance palestinienne Hamas de Ghaza.

DE GRANDES PERTES PARMI LES SOLDATS SIONISTES

En dépit de l'énorme puissance de feu déployée pour couvrir l'avancement des troupes sionistes au sol, les combattants de la résistance infligent des pertes importantes aux sionistes. Selon les bilans israéliens, auxquels s'impose une censure stricte, le nombre de soldats israéliens tués dans la bande de Ghaza en quelques jours, a dépassé les 400 et les blessés se comptent en milliers. Pour le 45e jour consécutif, l'armée israélienne mène une opération militaire meurtrière contre les civils ghazaouis, tuant plus de 13 000 Palestiniens, dont 5 500 enfants, en plus de 33000 blessés, dont la majeure partie, 75 %, est constituée de femmes et d'enfants, selon le bilan le plus récent rendu public par les autorités palestiniennes à Ghaza.

L'ARMÉE YÉMÉNITE OUVRE UN NOUVEAU FRONT

Le génocide perpétré contre les civils palestiniens n'a pas laissé indifférents l'armée yéménite, qui avait lancé à plusieurs reprises des missiles et des drones armés contre le territoire palestinien occupé, se sont emparés, avant-hier, en mer Rouge du Galaxy Leader, un navire commercial propriété d'un homme d'affaires sioniste en représailles à l'agression israélienne contre les civils palestiniens dans la bande de Gaza.

« Les forces navales des forces armées yéménites ont mené une opération militaire en mer Rouge, dont le résultat est la saisie d'un navire israélien et son transfert vers la côte yéménite », a revendiqué le porte-parole de l'armée yéménite, Yahya Saree, sur le réseau social X. Cette « saisie » se fonderait, selon lui, « sur la responsabilité religieuse, humanitaire et morale envers le peuple palestinien opprimé, soumis à un siège injuste et à la poursuite des massacres horribles et odieux perpétrés par l'ennemi israélien».

Les forces armées yéménites ne menacent « que les navires de l'entité israélienne et ceux appartenant à des Israéliens », a-t-il fait valoir, soulignant que les 25 membres de l'équipage sont traités « conformément aux enseignements et aux valeurs de notre religion islamique ».

« La détention du navire israélien est une mesure qui prouve le sérieux des forces armées yéménites dans la conduite de la bataille navale, quels qu'en soient les coûts », a asouligné Mohammed Abdulsalam, négociateur en chef et porte-parole du mouvement des Houthis, ajoutant que « ce n'est que le début».

Selon le site spécialisé Marine Traffic, le Galaxy Leader, qui battait pavillon des Bahamas, naviguait samedi dernier pas loin du large de la ville portuaire saoudienne de Jeddah, en mer Rouge, lorsque son système de suivi et d'identification automatique, ou AIS, a été désactivé, une manière de dissimuler sa présence.

Il convient de rappeler que l'armée yéménite avait menacé de prendre pour cible des navires israéliens dans cette mer stratégique située entre le nord-est de l'Afrique et la péninsule Arabique.

Les agissements cruels des israéliens menacent sérieusement la stabilité dans une région sensible et qui risque de s'embraser à tout moment.

Pour ces raisons, les appels à mettre fin à cette catastrophe humanitaire se multiplient. Plusieurs pays et organisations internationales appellent sans cesse les autorités sionistes à stopper le bain de sang Ghaza.

LA CHINE DEMANDE À METTRE FIN À LA «CATASTROPHE HUMANITAIRE»

La communauté internationale doit «agir d'urgence» pour mettre fin à la «catastrophe humanitaire » à Ghaza, a déclaré hier le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, à des diplomates de pays arabes et musulmans, à Pékin.

« Œuvrons ensemble pour calmer rapidement la situation à Ghaza et rétablir la paix au Moyen-Orient dès que possible », a déclaré M.Wang.

«Une catastrophe humanitaire se déroule à Ghaza », a-t-il déclaré aux hauts diplomates de la délégation, dont les ministres des Affaires étrangères de la Palestine, de l'Indonésie, de l'Egypte, de l'Arabie saoudite et de la Jordanie.

«La situation à Ghaza affecte tous les pays du monde, remettant en question la notion du bien et du mal et les principes fondamentaux de l'humanité », a-t-il ajouté.

«La communauté internationale doit agir de toute urgence et prendre des mesures efficaces pour empêcher que cette tragédie ne s'étende», a souligné M. Wang.

Selon Pékin, les discussions avec les ministres visent à «protéger les civils et résoudre équitablement la question palestinienne ».

M. Wang a fait valoir hier auprès des diplomates que Pékin était «un bon ami et un frère des pays arabes et musulmans ».

La Chine a toujours et fermement défendu les droits et les intérêts légitimes des pays arabes et musulmans, a-t-il assuré, ajoutant que son pays a toujours fermement soutenu les efforts du peuple palestinien pour restaurer ses droits et ses intérêts nationaux légitimes.

Mohamed Mecelti

ERDOGAN EN VISITE AUJOURD'HUI À ALGER

Un coup d'accélérateur à la coopération économique

La visite qu'entame aujourd'hui en Algérie le Président de la Turquie Tayyib Erdogan revêt un cachet spécial. Depuis plusieurs années, la coopération entre les deux pays a pris une dimension nouvelle, caractérisée par une augmentation des volumes d'échanges et une densification remarquable dans les investissements directs.

Cette coopération économique est consacrée par la présence de milliers d'entreprises turcs en Algérie, spécialisées dans plusieurs secteurs. Certaines d'entre elles ont réalisé des succès importants dans leurs domaines, comme en textile ou un méga projet a permis la création de milliers d'emplois et apporté de la richesse pour la région de son implantation (Relizane).

Il faut noter que cette visite intervient juste après la signature à Ankara, en mai 2022, de quinze accords de coopération, fruits de décisions prises lors du Haut Conseil de Coopération, en marge de la visite de Tebboune en Turquie. A ce sujet, Tebboune avait souligné que « le volume des accords signés dénote l'existence d'une coordination, d'échanges et d'une complémentarité économique et culturelle dans tous les secteurs ». Il avait alors formulé le souhait que les résultats soient meilleurs.

Pour les deux gouvernements et pour les opérateurs, cette visite est susceptible de donner un coup d'accélérateur au partenariat avantageux qui existe et qui se développe entre l'Algérie et la Turquie.

Ankara affiche des grandes ambitions dans cette perspective, d'autant qu'elle veut insuffler une nouvelle dynamique dans ses rapports avec l'Algérie, considérée comme la porte ouverte à l'Afrique et surtout dans la région subsaharienne, en raison de ses atouts en matière d'infrastructure de base, de routes et de voies de communication, et de coûts très bas dans la consommation de l'énergie. De même, l'Algérie recèle de gigantesques gisements de différents minerais et de matières premières indispensables dans les industries sidérurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, manufacturières et alimentaires. Actuellement, les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie s'élèvent à quelques 5 milliards de dollars, soit une progression nette de 30% en 2022, malgré les aléas de la crise sanitaire et la récession économique mondiale.



Nouvelle dimension pour la coopération algéro-turque.

Selon des données fournies officiellement, le volume des investissements turcs en Algérie est estimé à 6 milliards de dollars, avec 30.000 créations d'emplois. La volonté des deux chefs d'Etat est de porter ce volume des investissements à 10 milliards de dollars à moyen terme. Ils ont convenu d'ouvrir le champ des investissements à de nouveaux domaines.

Pour le moment, le nombre des sociétés turques présentes sur le territoire algérien activant dans plusieurs domaines dépasse les 1500. Ce nombre est en constante évolution. Parmi les secteurs les plus prisés par les turcs et qui réalisent des performances non négligeables en termes de compétitivité et d'efficacité économique, on peut citer en plus du traditionnel BTPH, l'industrie, l'énergie et l'agriculture. A ce propos, il convient de souligner que le sommet prévu entre le président de la République, Abdelmadjid Tebboune et son homologue turc, Tayyib Erdogan, ne sera pas dominé par un ordre du jour strictement économique.

L'agenda politique est chargé par les questions internationales et de sécurité régionale, notamment avec l'agression terroriste de l'entité sioniste en Palestine occupée, et particulièrement dans la bande de Ghaza ou un massacre à ciel ouvert et dans l'impunité la plus totale se déroule actuellement depuis plus d'un mois.

Mohamed K.

SECTEUR DE LA SANTÉ

45% d'augmentation des salaires

BONNE nouvelle pour les personnels du secteur de la santé. Une augmentation des salaires de l'ordre de 45 % est programmée, dans le cadre de la régularisation financière et l'accompagnement des carrières, au titre de la loi de finances pour l'année 2024. C'est ce qui a été annoncé par le ministre du secteur, Abdelhak Saihi.

Le ministre, qui intervenait hier devant la commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen des budgets sectoriels proposés dans l'avant-projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024, a fait savoir que son secteur a reçu une dotation financière de plus de 848 milliards de dinars, qui seront mobilisés dans le cadre de la vision stratégique de la politique d'objectifs.

Il s'agit, selon lui, de 238 milliards de dinars destinés pour la prévention, 17 milliards de dinars pour la formation et 551 milliards de dinars pour l'administration générale, la gestion des établissements et des hôpitaux ainsi que l'acquisition des médicaments.

Dans son exposé, M. Saihi a précisé que le budget du secteur de la santé pour l'année 2024 sera dédié aux charges de fonctionnement, en plus des régularisations salariales des fonctionnaires et la réalisation de nouvelles infrastructures, notamment dans les zones isolées.

« Il s'agit de la mise en œuvre d'une vision stratégique, visant à améliorer la qualité du service et à prendre en charge les préoccupations des employés », a souligné M. Saihi.

Par ailleurs, le ministre a fait savoir que le PLF 2024 prévoit également 145 milliards de dinars pour la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), 19 milliards de dinars pour l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), 36 milliards de dinars pour la concrétisation du programme national de vaccination et 45 milliards de dinars pour l'amélioration des services de santé et leur rapprochement des citoyens.

Il sera question aussi, selon M. Saihi, de la prise en charge des régions reculées ne disposant pas de couverture sanitaire, la réalisation de nouvelles structures de santé ainsi que le règlement budgétaire suite à la revalorisation des salaires des personnels.

Suite à la présentation du ministre, les membres de la commission ont salué « les efforts consentis par la direction du secteur, notamment durant la pandémie de Covid-19 », appelant à assurer les spécialités nécessaires telles que la gynécologie-obstétrique et la chirurgie pédiatrique, notamment dans les wilayas intérieures, à ouvrir des centres pour les patients atteints de cancer dans les différentes wilayas et à améliorer la prise en charge des malades chroniques en mettant en place des équipes médicales spécialisées.

Dans le même contexte, ils ont souligné « l'importance de doter les CHU en équipements modernes et les centres de santé en ambulances et de fournir du matériel de médecine d'urgence », appelant, par la même occasion, à « œuvrer à trouver une solution pour le transport des patients et à lever le gel sur les agréments des pharmaciens et des paramédicaux diplômés des écoles privées agréées par l'Etat ».

Il convient de rappeler que le ministre a fait savoir jeudi dernier, lors d'une réunion par visioconférence avec les directeurs de la santé et de la population et des chefs d'établissements de santé sous tutelle, que l'an 2024 sera dédié exclusivement à l'ensemble des personnels de la santé, en leur assurant le règlement des promotions aux nouveaux grades, au plus tard à la fin de mars prochain. Il sera procédé, dans ce cadre, au règlement de l'augmentation des salaires selon les nouveaux statuts particuliers, dont la finalisation est attendue au plus tard à la fin de l'année en cours, en versant l'ensemble des redevances liées aux promotions prévues par les textes de loi durant le premier trimestre de 2024.

Lynda Louifi

PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE ET ACTIVITÉ AUDIOVISUELLE

Les députés donnent leur quitus

LE PROJET de loi sur la presse écrite et la presse électronique et le projet de loi sur l'activité audiovisuelle ont été approuvés, hier, par la majorité des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN).

En présence du ministre de la Communication, Mohamed Laagab, le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, a déclaré que l'adoption de ces projets de loi dans ses aspects écrits, électroniques et audiovisuels a posé une nouvelle pierre angulaire dans l'édifice de cette profession.

Dans un discours prononcé après l'adoption de ces textes législatifs, M. Boughali a estimé que l'effort déployé se reflétera positivement sur la profession et sur les travailleurs du secteur, de même qu'il renforcera les acquis réalisés et élargira la crédibilité professionnelle, notamment dans « le contexte des guerres cybernétiques qui tentent de nuire aux peuples et à leurs fondements ».

Le président de l'APN n'a pas manqué de mentionner dans son discours la ratification des dispositions en litige entre les deux Chambres du Parlement dans la loi relative aux forêts et aux ressources forestières, où il a salué les efforts et l'interaction des députés et des sénateurs dans les commissions paritaires ainsi que les riches discussions qui ont accompagné les travaux ainsi que l'attention nécessaire donnée pour les amendements.

Concernant la loi relative à la presse écrite, cette dernière a stipulé dans son article 10 que le directeur de publication peut posséder plus d'une publication, cependant, ces dernières doivent différer dans la périodicité (quotidien, hebdomadaire, etc.).

Quant à l'expérience exigée pour le directeur de publication (presse écrite ou électronique), le minimum des années d'expérience requises a été réduit à huit ans, selon les articles 09 et 31. Cette loi permet aussi aux médias appartenant aux organisations syndicales d'exercer une activité journalistique écrite ou électronique, selon l'article 04.

Par ailleurs, M. Boughali a évoqué les actes de barbarie sans précédent dont sont victimes les Palestiniens et la poursuite de la résistance du peuple palestinien face à l'armée sioniste. Il a affirmé que « l'Algérie se tient toujours aux côtés des hommes libres » et a considéré que son appel à la « formation d'une coalition arabe d'experts et de juristes pour poursuivre les Israéliens devant la Cour pénale internationale est une preuve de constance et de justesse des positions ».

Il a ajouté que la session extraordinaire consacrée à la Palestine a abouti à la confirmation de sa déclaration selon laquelle l'indépendance de l'Algérie reste incomplète tant que la Palestine ne recouvre pas tous ses droits, avant de saluer l'élan de solidarité mondiale qui a coïncidé avec l'appel du président de la République à former une coalition pour juger le régime sioniste pour ses crimes, considérant que cet élan est le début de ce processus.

Rim Boukhari

PREMIER SEMESTRE 2023

Légère hausse des importations et baisse des exportations

L'OFFICE national des statistiques (ONS) a rendu public son rapport sur les indices des valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises pour le premier semestre 2023 marquées par une hausse des importations et une baisse de l'excédent commercial.
Les importations ont connu une hausse de 2,6%, tandis que les exportations une baisse 16,5%. «Les importations de marchandises se sont élevées à 2811,7 milliards de DA au 1er semestre 2023 contre 2740,7 milliards de DA au 1er semestre 2022, soit une hausse en valeurs courantes de 2,6% par rapport au 1er semestre 2022», indique le rapport de l'ONS. «Les exportations de marchandises se sont élevées à 3612,5 milliards de DA au 1er semestre 2023 contre 4325,0 milliards de DA au 1er semestre 2022 soit une baisse de 16,5% en valeurs courantes par rapport au 1er semestre 2022», précise l'Office. L'ONS a aussi signalé une baisse de près de 17% des prix à l'exportation de marchandises, et une baisse de 7,7% des prix à l'importation de marchandises. Au cours du 1er semestre 2023, les prix à l'exportation de marchandises en dinars (DA) ont connu une baisse de 16,9% par rapport au 1er semestre 2022 et les prix à l'importation de marchandises enregistrent de leur côté une diminution de 7,7% durant la même période, précise le rapport de l'ONS. «Cette tendance à la baisse des prix et particulièrement pour les exportations s'explique par les diminutions des prix des hydrocarbures de 16,1 % au 1er semestre 2023 par rapport au 1er semestre 2022 mais aussi par une baisse au niveau des prix des produits hors hydrocarbures de 23,2% sur la même période», explique l'Office national des statistiques. Et d'ajouter : «Les évolutions de prix à l'exportation et à l'importation de marchandises, permettent de conclure que les exportations enregistrent une légère hausse en volume de 0,6% au 1 er semestre 2023 par rapport au 1er semestre 2022. Il en est de même pour les importations en volume qui sont en augmentation sur la même période de 11,1 %».
Selon l'Office national des statistiques, l'excédent commercial a enregistré une forte baisse durant la première moitié de l'année en cours. «Ces données du 1 er semestre 2023 conduisent à un excédent commercial de 800,8 milliards de DA au lieu de 1584,3 milliards de DA durant le même semestre de l'année précédente, soit une diminution de 49,5%», relève l'ONS. «Ces évolutions conjointes des exportations et des importations de marchandises ont conduit à une décélération du taux de couverture des importations par les exportations qui passe de 157,8% au 1er semestre 2022 à 128,5% au 1er semestre 2023. Les termes de l'échange connaissent une dégradation puisqu'ils passent de 107,1% au 1er semestre 2022 à 96,4% durant la même période de l'année 2023», selon la même source. Au 1er semestre 2023, la baisse des prix à l'importation de marchandises a concerné toutes les catégories à l'exception de la catégorie «Boissons et tabacs» qui enregistre une nette augmentation de 0,3%.

M. B.

SALON INTERNATIONAL POUR L'INDUSTRIE DU 28 AU 30 NOVEMBRE

160 exposants attendus à la deuxième édition

Pas moins de 160 exposants locaux et étrangers sont attendus à la deuxième édition du Salon international pour l'industrie en Algérie (Sinaa Expo Industries), qui se tiendra du 28 au 30 novembre au palais des Expositions d'Alger, Safex, et qui promet de réunir les principales entreprises dans le secteur industriel, en plus de la participation remarquable d'entreprises innovantes.



Les principales entreprises du secteur industriel réunies.

C'est ce qu'a annoncé hier la responsable du Salon, Sara Ouarabi, lors d'une conférence de presse tenue à Alger. Elle a signalé une évolution de l'événement en comparaison avec l'édition précédente, qualifiée de réussie. Elle a évoqué une évolution en termes du nombre d'exposants (+16%), du nombre de visiteurs (+26%) et de la surface d'exposition (+17%), en plus de la participation de start-up qui devront présenter leur innovation et éventuellement de nouveaux produits. Le Salon verra aussi une participation étrangère avec la présence des entreprises venant de six pays, à savoir la Turquie, l'Allemagne, la France, la Suède et les Emirats arabes unis. Les exposants qui prendront part à cet événement représentent plusieurs univers, à l'instar des machines et outils, équipements et composants industriels, services auxiliaires, électricité et électronique, forage, fonderies et métaux, usine numérique et informatique... Des entreprises de renommée telles que ALRIM, AL ELEC, ENAFOR, ENAP, GTP MAGHREB PIPE, FORAID, ENAGEO, Tosyali seront présents à ce rendez-vous de trois jours qu'abritera la Safex d'Alger.
Ce Salon se veut «une plateforme d'échange d'expériences entre les professionnels du secteur de l'industrie», a précisé Mme Ouarabi, notant que «cet événement international réunira les principales entreprises du secteur ainsi que de nouvelles entreprises offrant des solutions industrielles intégrées».
Une occasion également pour les petites entreprises qui trouveront dans cet espace «un accompagnement à même de se positionner sur le marché national», a déclaré la responsable du Salon, qui a fait savoir que plus de 6 000 visiteurs professionnels sont attendus. Il s'agit des industriels, des hommes d'affaires, des investisseurs et des distributeurs. «Cette diversité des participants promet un échange d'expériences et d'opportunités de coopération d'une grande importance», a-t-elle indiqué. Les organisateurs ont également annoncé une forte hausse de participation des entreprises innovantes à cette édition 2023, «avec des opportunités de solutions qui dynamisent le marché industriel algérien grâce aux avancées technologiques». «Sinaa Expo Industries offrira des opportunités uniques aux professionnels pour découvrir les dernières technologies et les solutions les plus innovantes dans ce domaine», a-t-on souligné. Un riche programme de conférences est aussi prévu en marge de cette 2e édition de Sinaa Expo Industries. Des conférences qui aborderont des sujets pertinents tels que l'industrie 4.0 et les dernières technologies, la maintenance industrielle, les services à l'industrie, l'économie circulaire, le financement des projets, seront animées par une sélection d'experts et professionnels du domaine.

Lilia Aït Akli

L'OPÉRATION ATTENDUE AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

Ouverture du capital du CPA

COMME annoncé par le président de la République, l'Algérie prévoit d'ouvrir le capital de deux ou trois banques publiques. C'est le capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA) qui sera ouvert en premier, avant la fin de l'année, qui sera suivi par celui de la Banque de développement local (BDL) vers la mi-2024.
C'est ce qu'a annoncé hier le ministre des Finances, Laaziz Faid, dans une déclaration à la presse, en marge de sa présentation de la proposition de loi organique modifiant et complétant la loi organique relative aux lois de finances, modifiée et complétée, devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation. Le ministre a indiqué «comme annoncé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, il sera procédé à l'ouverture du capital de deux banques publiques». «Il s'agit de l'ouverture du capital du CPA, avant la fin de l'année en cours, et de celui de la BDL», a-t-il précisé. Quant à la BDL, il sera procédé à l'ouverture de son capital à la fin juin 2024.
Le président de la République avait annoncé, le jeudi passé, lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques, le lancement de l'opération d'ouverture, à hauteur de 30%, du capital de deux banques publiques aux investisseurs du secteur privé. Il avait appelé les opérateurs économiques privés à intégrer le processus de développement du secteur bancaire algérien. Les opérateurs économiques du secteur privé sont donc appelés à investir dans le domaine bancaire à travers la création de banques privées en vue de contribuer au financement des projets d'investissement et à s'intégrer dans le processus de développement de l'économie nationale.
Le président avait, faut-il le rappeler, donné des instructions lors du Conseil des ministres du mois d'avril passé, pour accélérer le processus d'ouverture du capital des banques publiques, suivant une méthode scientifique et savamment étudiée qui encourage le changement de l'ancien mode de gouvernance, reposant actuellement sur l'administration au lieu de l'efficience économique. Il avait aussi insisté sur le principe de transparence pour engager la réforme financière et s'adapter aux mutations internationales dans ce secteur, pilier de l'économie nationale.
Le président de la République a en outre, souligné, lors de la clôture des Journées de l'entrepreneuriat, que «l'économie nationale doit également s'appuyer sur l'économie du secteur privé, en s'autofinançant sans compter toujours sur les banques publiques», lesquelles, a-t-il estimé, restent «un plus» en matière de financement.
Le Président Tebboune a relevé que «le financement du secteur économique privé dépend toujours des fonds des banques publiques à hauteur de 85%», ajoutant que l'activité du secteur privé couvre près de 85% de l'économie nationale, ce qui est, a-t-il dit,»un dysfonctionnement auquel il faut remédier».

L. A. A.

HAUSSE DES PRIX DU POULET

Les autorités lancent une enquête urgente

Les dernières mesures prises par les autorités pour réduire sinon juguler le prix de la volaille n'ont pas eu l'effet escompté. En dépit de la disponibilité annoncée par les pouvoirs publics des aliments pour les volailles et l'importation supplémentaire de poussins, la hausse des prix des viandes blanches, notamment le poulet, persiste. Une situation ayant contrarié le ministre de l'Agriculture, Abdelhafid Henni, qui a ordonné une enquête urgente en vue d'élucider cette hausse qu'il a qualifiée d'»injustifiée».



Une hausse injustifiée qui persiste.

La décision d'ouvrir une enquête intervient suite à une augmentation significative des prix du poulet au cours des deux derniers jours, malgré l'abondance du produit sur le marché national, a indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture. En effet, suite aux nombreuses mesures prises, les prix oscillaient entre 500 et 590 DA le kilogramme. Cette situation, a précisé la même source, a poussé le ministre Abdelhafid Henni à convoquer une réunion urgente avec l'ensemble des acteurs de cette filière, y compris l'Office national des aliments du bétail (ONAB), la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), l'établissement public économique de la réfrigération (FRIGOMEDIT), les représentants de la Fédération nationale des éleveurs de volailles affiliée à l'Union nationale des agriculteurs algériens (UNPA), ainsi que les éleveurs indépendants. Cette réunion s'est déroulée en présence d'un représentant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

A l'issue de cette rencontre, M. Henni a ordonné la mise en place de plusieurs mesures urgentes pour garantir une baisse rapide des prix sur le marché national. Ainsi, M. Henni a ordonné l'ouverture d'une enquête par les services vétérinaires et l'accélération du processus pour fournir les aliments de volaille aux petits éleveurs, en échange de la seule autorisation sanitaire délivrée par les autorités vétérinaires de la wilaya. Le même responsable a également souligné l'importance de la divulgation des prix minimum sur le marché national des aliments de volaille commercialisés par l'ONAB, qui restent constants tout au long de l'année. Pour ce qui est du prix unitaire du poussin chair d'un jour, il a été fixé à 120 DA. En outre, le ministre de l'Agriculture a souligné la vente libre avec un système de suivi des éleveurs et des coopératives d'élevage de viande blanche, dont l'objectif est d'augmenter la capacité de production pour alimenter le marché avec des produits locaux et importés, le but étant de garantir un approvisionnement régulier du marché.

Concernant les viandes blanches importées, M. Henni a ordonné une révision à la baisse des délais de réception des quantités importées, en plus du lancement de consultations avec les représentants de la Fédération nationale des éleveurs de volailles en vue d'une convention de branche à conclure dans les plus brefs délais pour définir un modèle d'organisation et de gestion optimal du secteur, et ce afin d'assurer la stabilité des prix sur le marché. Ces consultations sectorielles, précise le ministère, concerneront tous les acteurs du secteur (producteurs d'aliments, éleveurs, abattoirs, coopératives, institutions et organisations). Cette enquête ministérielle, conclut le communiqué, vise à préserver la stabilité des prix de la viande blanche en Algérie, en prenant des mesures immédiates pour réguler le marché et pour asseoir une meilleure organisation de l'activité. Le but étant aussi de soutenir les petits éleveurs, d'assurer la transparence des prix et d'encourager la production locale pour répondre aux besoins de la population.

Il convient de signaler que depuis la cessation des transactions commerciales avec l'Espagne en mars 2022, le prix du poulet a flambé en Algérie, selon de nombreux opérateurs de la filière. L'Espagne a été l'un des principaux pourvoyeurs en poussins et en médicaments de volailles à des prix compétitifs. Les poussins sont désormais importés de Turquie ce qui a augmenté le prix de transport et par conséquent le prix de revient du poulet, expliquent les opérateurs.

Lynda Louifi

BÉJAÏA

Soixante-treize descentes policières en octobre

LA SÛRETÉ de wilaya a mené 73 descentes policières dans le cadre de la lutte contre le crime dans le milieu urbain durant le mois d'octobre dernier, dont 14 actions communes avec les services de la gendarmerie de la wilaya. «Ces descentes policières ont ciblé les milieux délictuels dans de nombreuses communes», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué. Ces descentes policières ont ciblé, au total, 524 lieux mal fréquentés et se sont traduites par la vérification de 1868 personnes, 1460 véhicules et motos. Les policiers se sont déployés particulièrement dans 118 quartiers sensibles à travers la wilaya où 144 individus ont été contrôlés en plus de 106 lieux publics au cours desquels 703 personnes. En outre, 55 cafés ont également été ciblés par ces actions policières exceptionnelles ou sont contrôlés 119 personnes et 123 personnes dans 41 marchés populaires, 138 personnes dans 84 gares et arrêtés de transport de voyageurs. Ces opérations policières se sont, également, déroulées dans 120 autres lieux ou sont vérifiés 741 personnes. Elles se sont, enfin, soldées par l'interpellation de 66 suspects impliqués dans différentes affaires criminelles dont le trafic de drogue (kif traité et psychotropes). Huit (08) individus ont été arrêtés pour trafic de drogue, 23 personnes recherchées et faisant objet de mandat d'arrêt ont été interpellées et 27 autres ont été arrêtées pour diverses affaires. Les suspects interpellés dans le cadre de ces actions ont été présentés devant le parquet.

Par ailleurs, les services concernés de la sûreté de wilaya ont reçu durant le mois d'octobre dernier 25130 appels téléphoniques sur les numéros verts 1548 et 104 ainsi que sur le numéro de secours 17. «On compte 1800 appels de dénonciation de crimes, de délits, d'incidents, de tentatives d'atteinte aux biens et aux personnes», indique aussi la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse transmis à notre rédaction. Et d'ajouter : «23151 communications ont été passées par des citoyens sollicitant des informations, des conseils, des orientations et des explications auprès de nos service». Ajouter à celles-ci, 117 appels de signalement d'accidents de la route, de découverte de cadavres et 02 autres communications relatives à des disparitions de mineurs.

N. Bensalem

LUTTE CONTRE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS

Les actions concrètes du Plan national

L'ALGÉRIE s'est engagée à la mise en œuvre de son Plan national de lutte contre la résistance aux antimicrobiens, à travers plusieurs actions concrètes. C'est ce qu'a affirmé, hier, à Alger, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de lutte contre la résistance aux antimicrobiens.

Dans une allocution lue en son nom par le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Dr Djamel Fourar, tout en relevant que cette question est «un problème de santé publique», il a énuméré les actions engagées pour y faire face. Il s'agit notamment de la mise en place d'un cadre réglementaire permettant la surveillance et l'obtention de données sur la consommation des antimicrobiens, ainsi que la mise en place d'un programme autour du malade comprenant des axes dédiés à l''hygiène dans sa globalité afin de lutter contre les infections liées aux soins. Il a aussi mis en exergue la participation de l'Algérie au système mondial de surveillance de la résistance aux antimicrobiens, via son réseau national ad hoc et l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) comme laboratoire de référence.

En outre, le premier responsable du secteur de la santé a également rappelé l'existence de «directives nationales de prise en charge de la tuberculose, du Sida, des hépatites, des méningites et du paludisme», lesquelles sont d'un apport important pour la réduction de la résistance aux antimicrobiens. De son côté, le président de l'Agence nationale de la Sécurité sanitaire, Pr Kamel Senhadji, a mis en garde contre «l'abus et le recours anarchique aux prescriptions en antimicrobiens, notamment en antibiotiques» à cause des dangers encourus sur la santé du patient. Il a également relevé la concentration des souches résistantes aux antimicrobiens lors d'infections nosocomiales.

M. Senhadji a ainsi assuré que «la résistance aux antimicrobiens est une menace sanitaire face à laquelle nous sommes partie prenante de toutes les actions engagées par les différents services impliqués dans sa lutte».

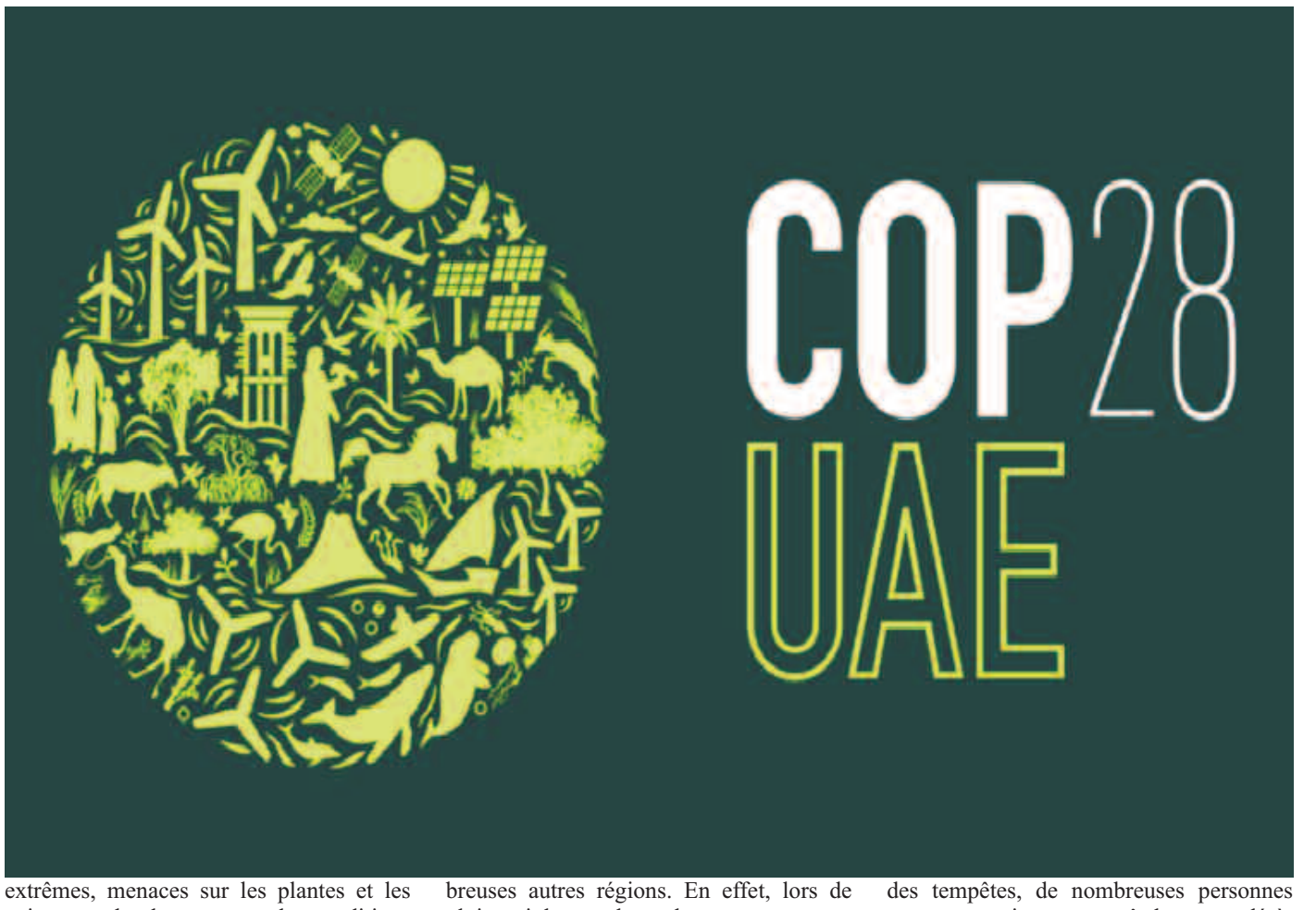
Institutionnalisée en 2017, la journée nationale de lutte contre la résistance aux antimicrobiens est placée cette année sous le slogan «Les antimicrobiens : à utiliser avec prudence». Il convient de noter que l'Algérie œuvre depuis plusieurs années à lutter efficacement contre ce problème qui constitue une des plus dangereuses menaces pour la santé mondiale, la sécurité alimentaire et le développement durable.

Sihem Bounabi

RÉUNION DE LA COP 28 DU 30 NOVEMBRE AU 12 DÉCEMBRE 2023 À DUBAÏ, AUX ÉMIRATS ARABES UNIS

Le réchauffement climatique, une menace pour la sécurité mondiale

Professeur des universités, expert international docteur d' Etat 1974- Abderrahmane MEBTOUL Directeur d'études ministère industrie-Energie 1974/1979-1990/1995-2000/2006-2013/2015, président de la commission transition énergétique des5+5+ Allemagne juin 2019



Le monde connaît un bouleversement inégal depuis des siècles , d'un côté pluies diluviennes, inondations de l'autre côté, sécheresse et incendies. Le réchauffement climatique n'est pas une vue de l'esprit. Étant une question de sécurité mondiale, les dirigeants sont appelés à avoir une autre gouvernance, mais seulement locale mais mondiale Fondamentalement, si nous échouons à passer à un monde à faible émission de carbone, c'est l'intégrité globale de l'économie mondiale qui sera menacée, car le climat mondial est un vaste système interconnecté. Cette présente contribution présente les grands axes sur un sujet qui engage la sécurité du monde et bien évidemment celle de l'Afrique fortement impacté

1.- les impacts du réchauffement climatique au niveau mondial sont globaux car toute action dans une zone déterminée du globe a un impact sur le reste du monde. Depuis 1850, notre planète s'est déjà réchauffée en moyenne de 1,1°C. Selon le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le réchauffement planétaire en cours pourrait atteindre 1,5°C à 4,4°C d'ici 2100. Les experts du GIEC indiquent que le réchauffement climatique devrait être contenu à +1,5°C au maximum d'ici 2100 pour éviter que notre climat ne s'emballe. Cette limitation sera hors de portée à moins de réductions immédiates, rapides et massives des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone en 2050 : il ne faudra plus émettre dans l'atmosphère plus de CO2 que ce que nous sommes capables d'en retirer Réussir la transition énergétique nous permettra d'envisager un avenir économique plus solide et plus durable. En favorisant l'essor de nouvelles technologies et industries, cette transition peut contribuer à l'augmentation de la croissance économique absolue, délivrer des retours sur investissement plus durables et garantir à tous un meilleur cadre de vie. Les conséquences indirectes qui concernent directement la population et l'environnement sont les suivantes : augmentation des crises alimentaires et de l'eau, notamment dans les pays en voie de développement, menace d'existences en raison d'inondations et d'incendies de forêt, risques sanitaires en raison de la hausse de la fréquence et de l'intensité de vagues de canicule, conséquences économiques pour l'élimination des conséquences climatiques , prolifération des nuisibles et des maladies, perte de la biodiversité en raison de la capacité et de la vitesse d'adaptation limitées de la faune et de la flore , acidification des océans due aux concentrations de HCO3 élevées dans l'eau en raison de la hausse des concentrations de CO2, nécessité d'agir dans tous les secteurs (p. ex. agriculture, sylviculture, énergie, infrastructure, tourisme. Le réchauffement climatique a plusieurs effets : hausse du niveau des mers, modification des océans, amplification des phénomènes météorologiques extrêmes, menaces sur les plantes et les animaux, bouleversement des conditions de vie humaine ; impact sur le système de santé et la crise alimentaire. Premièrement, pour la hausse du niveau des mers, le constat est la hausse moyenne des températures qui provoque une fonte des glaces continentales (glaciers, icebergs, etc.). Le volume de glace fondue vient s'ajouter à celui de l'océan, ce qui entraîne une élévation du niveau des mers.. Près de 30 % de cette élévation est due à la dilatation causée par l'augmentation de la température de l'eau. Entre 1901 et 2020, le taux moyen d'élévation du niveau marin s'accélère, était de près d'1,3 mm par an entre 1901 et 1971, d'environ d'1,9 mm par an entre 1971 et 2006, et il atteint près de 3,7 mm par an entre 2006 et 2020. Le GIEC estime que le niveau des mers pourrait augmenter de 1,1 m d'ici 2100. Comme impact, les zones côtières seront confrontées à des inondations dans les zones de faible altitude plus fréquentes et plus violentes et à l'augmentation de l'érosion du littoral. Deuxièmement, la modification des océans qui absorbent naturellement du gaz carbonique, en excès dans les océans, acidifie le milieu sous-marin . Une acidification trop importante des eaux marines peut provoquer la disparition de certaines espèces, notamment des végétaux et des animaux tels que les huîtres ou les coraux. En plus de son acidification, les activités humaines entraînent d'autres modifications des océans : baisse de sa teneur en oxygène, réchauffement et augmentation de la fréquence des vagues de chaleur marines. Ces changements affectent les écosystèmes marins, et les populations qui en dépendent. Troisièmement, l'amplification des phénomènes météorologiques extrêmes provoque l'évaporation de l'eau , ce qui modifie le régime des pluies. Cela apporte des pluies plus intenses, avec les inondations qui les accompagnent dans certaines régions, et des sécheresses plus intenses et plus fréquentes dans de nombreuses autres régions. En effet, lors de pluies violentes, les sols ne peuvent pas fixer l'eau. Elle s'écoule alors directement vers les cours d'eau plutôt que de s'infiltrer. Dans ces conditions, les nappes d'eau souterraines peinent à se reconstituer. Le réchauffement planétaire entraîne d'autres dérèglements tels que le dérèglement des saisons et le déplacement des masses d'air qui pourraient, à long terme, accroître le nombre d'événements climatiques extrêmes : tempêtes, ouragans, cyclones, inondations, vagues de chaleur, sécheresses, incendies… Quatrièmement, le réchauffement climatique est une menace sur les plantes et les animaux car les cycles de croissance des végétaux sauvages et cultivés sont modifiés : gelées tardives, fruits précoces, chute des feuilles tardives, etc. Beaucoup d'espèces ne supporteront pas les nouvelles conditions climatiques et l'agriculture devra s'adapter en choisissant des espèces précoces.. Les comportements de nombreuses espèces animales sont perturbés : modification des zones de vie de certaines espèces, modification des aires de migration, etc. Elles devront migrer ou s'adapter rapidement à ce dérèglement climatique sous menace d'extinction. Un réchauffement de 1°C oblige déjà certaines espèces à se déplacer de plusieurs centaines de km vers le Nord ou de plusieurs dizaines de mètres en altitude pour retrouver leurs conditions de vie. Cinquièmement, l'impact du réchauffement climatique bouleverse les conditions de vie humaine. Certains de ces effets sont irréversibles, ils ont poussé les écosystèmes au-delà de leur capacité d'adaptation. Aujourd'hui, selon le rapport du GIEC, environ 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent dans des habitats très vulnérables au changement climatique.. Si le niveau des mers augmente d'1,1 m d'ici 2100, près de 100 millions de personnes seront contraintes de changer de lieu d'habitation, et certaines terres côtières ne seront plus cultivables. En raison de la montée des eaux, des famines ou encore des tempêtes, de nombreuses personnes seront contraintes, pour s'adapter au dérèglement climatique, de quitter leur maison ou leur pays : près de 220 millions de migrants climatiques sont envisagés d'ici à 2050 à cause de toutes ces catastrophes. Par ailleurs, le changement climatique accroît les risques sanitaires : vagues de chaleur, cyclones, inondations, sécheresses, propagation facilitée de maladies. Sixièmement, les dérèglements climatiques perturbent la distribution des ressources naturelles, leur quantité et leur qualité. De plus, les rendements agricoles et des activités de pêche sont impactés. Les rendements agricoles pourraient baisser d'environ 2 % tous les 10 ans tout au long du 21ème siècle, avec des fluctuations chaque année. Cela mène à une insécurité alimentaire (augmentation du prix des denrées, difficultés d'approvisionnement, etc.) et des tensions autour des ressources.

2.-Quelles seront les coûts supportés en cas de non modification de la trajectoire actuelle, car si l'Afrique, l'Asie dont la Chine et l'Inde plus de 4 milliards d'habitants sur les 8 milliard d'habitants avaient le même modèle de consommation énergétique que l'Europe et les USA , moins d'un milliard d'habitant pour un PIB mondial dépassant les 40%, il faudrait selon les experts trois à quatre fois la planète terre.

Plusieurs rapports de différentes institutions internationales qui ne se recoupent pas forcément en raison de la situation très complexe évaluent les coûts du réchauffement climatique. Ainsi, l'AIE les engagements gouvernementaux actuels ne permettraient d'atteindre que 20 % des réductions d'émissions nécessaires d'ici 2030. Pour atteindre les objectifs, il faudrait investir chaque année jusqu'à 4 000 milliards de $ au cours de la prochaine décennie, en dirigeant la majorité de ces investissements vers les économies en développement.

A SUIVRE

ELECTION EN ARGENTINE

Le candidat d'extrême droite Javier Milei élu président

L'économiste ultralibéral et polémiste, qui se présente comme « antisystème », l'a emporté avec 55,6 % des voix, selon de premiers résultats partiels, contre 44,3 % pour le centriste Sergio Massa qui a reconnu sa défaite.



Javier Milei s'adresse à ses partisans après sa victoire.

Javier Milei s'adresse à ses partisans après sa victoire au second tour de l'élection présidentielle en Argentine, à Buenos Aires, le 19 novembre 2023.
Le candidat d'extrême droite Javier Milei a largement remporté dimanche 19 novembre le second tour de l'élection présidentielle en Argentine, au terme d'une campagne tendue et indécise comme rarement en quarante ans de démocratie. Son rival, le centriste Sergio Massa, a reconnu sa défaite. M. Milei assumera la présidence à partir du 10 décembre, succédant au président péroniste (centre gauche) Alberto Fernandez.

Javier Milei a réuni 55,6 % des voix contre 44,3 % pour Sergio Massa, selon des résultats partiels communiqués par le secrétariat général de la présidence après le décompte de plus de 99 % des bulletins. L'ampleur de l'écart surprend : ces dernières semaines, des sondeurs avaient donné un léger avantage à Milei, mais nombre d'analystes prédisaient un résultat se jouant « au vote près ».

« Aujourd'hui commencent la fin de la décadence » et la « reconstruction de l'Argentine », a exulté Javier Milei devant plusieurs milliers de ses partisans, à son QG de campagne à Buenos Aires.

Javier Milei « est le président que la majorité des Argentins a élu pour les quatre prochaines années », avait reconnu avant même l'annonce des résultats officiels M. Massa, l'actuel ministre de l'économie, qui était arrivé en tête au premier tour le 22 octobre. Il a déclaré avoir appelé Javier Milei pour « le féliciter et lui souhaiter bonne chance ».

Les indécis, environ 10 % selon les estimations, détenaient la clé pour départager Massa qui avait réuni près de 37 % des voix au premier tour et Milei (30 %). Les bureaux de vote ont fermé à 18 heures, avec un taux de participation de 76 %. Quelque 36 millions d'Argentins étaient appelés à se prononcer concernant deux projets d'avenir totalement opposés.

D'un côté, Sergio Massa, 51 ans, depuis seize mois ministre de l'économie d'un exécutif à l'égard duquel il a peu à peu pris ses distances. Cet homme politique expérimenté avait promis un « gouvernement d'unité nationale » et un redressement économique graduel, préservant l'Etat providence, crucial dans la culture argentine.

Face à lui, Javier Milei, 53 ans, économiste d'extrême droite, se présente comme « anarcho-capitaliste ». Ce polémiste de plateaux de télévision a surgi en politique il y a seulement deux ans. Décidé à débarrasser le pouvoir d'une supposée « caste parasite », il se montre résolu à « tronçonner » l'« Etat ennemi » et à « dollariser » l'économie. Le nouveau président est aussi un climatosceptique assumé, pour lequel le changement climatique est un « cycle », non une conséquence de l'activité humaine. Après l'annonce de sa victoire, il a clamé devant ses partisans : « C'en est fini du modèle appauvrissant de la caste. Aujourd'hui, nous adoptons le modèle de la liberté, pour redevenir une puissance mondiale. » Il a également affirmé que sous sa présidence « il n'y aurait pas de place pour la tiédeur ou les demi-mesures ». A son QG de campagne, des milliers de personnes ont chanté et scandé deux des slogans fétiches du candidat : « La caste tiene miedo » (« la caste a peur ») et « Viva la libertad, carajo » (« Vive la liberté, bordel ! »).

La troisième économie d'Amérique latine traverse une période difficile, avec une inflation chronique désormais à trois chiffres (143 % sur un an), quatre Argentins sur dix sous le seuil de pauvreté, un endettement préoccupant et une monnaie qui dévisse. Les Argentins sont éreintés par des prix qui grimpent de mois en mois, voire de semaine en semaine, quand les salaires ne suivent pas voire baissent. Le salaire minimum s'élève à 146 000 pesos (413 dollars, soit 378 euros). Les loyers sont hors d'atteinte pour beaucoup, et nombre de mères de famille recourent au troc, comme après la « Gran Crisis » si traumatique de 2001. Selon une étude de l'université de Buenos Aires publiée en début d'année, 68 % des jeunes de 18 à 29 ans émigreraient s'ils le pouvaient.

Le pays est sous la pression des objectifs de rééquilibrage budgétaire du Fonds monétaire international (FMI), auquel l'Argentine rembourse péniblement un prêt colossal de 44 milliards de dollars (40 milliards d'euros) octroyé en 2018.

Dimanche soir, Javier Milei a redit sa détermination « à remettre en ordre les comptes budgétaires, et régler les problèmes de la Banque centrale », une institution qu'il avait dit vouloir « dynamiter ». Javier Milei a aimanté un vote « bronca » (« colère »), mais sa rhétorique, sa volonté d'assécher la dépense publique dans un pays où 51 % des Argentins reçoivent une aide sociale ou son projet de « déréglementer le marché des armes à feu » ont par ailleurs effrayé. Aussi le candidat « antisystème » avait-il baissé le ton entre les deux tours. Moins d'apparitions, moins tranchées, et un message : « Votez sans peur, car la peur paralyse et bénéficie au statu quo. »

Ajoutant à la nervosité ambiante, le camp Milei a distillé ces dernières semaines des accusations de fraude à mots couverts, sans pour autant qu'une plainte soit déposée. « Attention aux très mauvais exemples de [Donald] Trump et de [Jair] Bolsonaro » qui ont promu de tels messages ou « n'ont pas accepté les résultats », avait mis en garde Sergio Massa.

M. Milei, accueilli dimanche à son bureau de vote aux cris de « Liberté, liberté ! », avait assuré que son camp était « bien, très calme, malgré la campagne de peur » contre lui. M. Massa pour sa part avait appelé les Argentins à voter « dans la réflexion, la sérénité, le calme », et avec « espoir ». Ils ont fait un autre choix.

R. I.

CAPTURE D'UN CARGO PAR LES REBELLES HOUTHIS

L'Iran rejette les accusations d'Israël

L'IRAN a rejeté ce 20 novembre comme «invalides» les accusations d'Israël lui faisant porter la responsabilité de la capture d'un cargo par les rebelles Houthis du Yémen en représailles à la guerre menée contre le Hamas dans la bande de Gaza. «Nous avons sans cesse annoncé que les groupes de résistance dans la région représentent leur pays et qu'ils prennent leurs décisions et agissent sur la base des intérêts de leur pays», a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani, au cours d'une conférence de presse ce 20 novembre. Le diplomate réagissait aux propos du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou qui a condamné le 19 novembre «fermement l'attaque iranienne contre un navire international» en mer Rouge. «De telles accusations sont invalides», a répliqué Nasser Kanani. «Le régime sioniste ne peut accepter qu'il subit une grande défaite en Palestine et veut trouver une justification [...] en accusant la République islamique d'Iran», selon lui. «Aucun Israélien» parmi l'équipage Les rebelles Houthis, soutenus par Téhéran, ont affirmé le 19 novembre s'être emparés d'un navire commercial propriété d'un homme d'affaires israélien, quelques jours après avoir menacé de prendre pour cible des navires israéliens dans cette mer stratégique située entre le nord-est de l'Afrique et la péninsule arabique. Selon des sites spécialisés, le Galaxy Leader est affrété par une compagnie enregistrée en Grande-Bretagne et contrôlée par un homme d'affaires israélien. Il est opéré par une société japonaise de transport maritime. Netanyahou a indiqué qu'il n'y avait «aucun Israélien» parmi les 25 membres d'équipage de diverses nationalités qui se trouvaient à bord. Selon les autorités israéliennes, l'équipage du bateau comprenait des citoyens de divers pays : des Bulgares, des Philippins, des Ukrainiens ou encore des Mexicains, mais aucun Israélien. Le Japon a déclaré le 20 novembre qu'il approchait «directement» les rebelles Houthis au Yémen. «Nous communiquons avec Israël, et en plus d'approcher directement les Houthis, nous invitons instamment l'Arabie saoudite, Oman, l'Iran et d'autres pays concernés à réclamer aux Houthis que le bateau et ses membres d'équipage soient rapidement relâchés», a déclaré la ministre japonaise des Affaires étrangères, Yoko Kamikawa.

R. I.

HÔPITAL PÉDIATRIQUE D'EL-MENZAH À ORAN

Installation de trois nouveaux services

DANS l'optique d'améliorer la prise en charge des malades, l'hôpital pédiatrique de Haï El Menzah « Abdelkader Boukheroufa » a été renforcé avec trois nouveaux services. C'est ce qu'a indiqué, hier, Amel Khellaf, Directrice de cet établissement.

Il s'agit de services spécialisés en neurochirurgie, chirurgie viscérale et ORL, a indiqué Mme Khellaf, ajoutant que ces spécialités n'étaient pas disponibles au niveau de son établissement, qui prend en charge des enfants de toute la région Ouest du pays.

La capacité d'accueil de chacun de ces trois services est de 30 lits, qui ont été implantés au niveau de la nouvelle extension de l'hôpital, un bâtiment de quatre étages, a précisé la même responsable.

Le service des urgences médico-chirurgicales de cet hôpital a également été implanté au niveau de la même bâtisse, abritant par ailleurs une unité de réanimation d'une capacité de 10 lits et un centre de tri, selon la même source, qui a fait savoir que de nouveaux équipements, notamment une IRM, seront prochainement réceptionnés.

Mme Khellaf a, en outre, noté que l'unité de réanimation a été créée en prévision du lancement de la transplantation rénale pour les enfants, sous l'égide de l'Agence nationale des greffes d'organes (ANG).

R.R

DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE DIDOUCHE-MOURAD À CONSTANTINE

84 millions de DA alloués

LA COMMUNE de Didouche-Mourad dans la wilaya de Constantine, a bénéficié d'une enveloppe financière de 84 millions de dinars dans le cadre d'un programme local de développement économique et social pour 2024, comprenant 9 projets, a indiqué, hier, un élu de l'Assemblée populaire communale (APC).

M. Riad Bendjaballah, président de la commission des affaires financières et comptables de l'APC, a précisé que « cet investissement public est destiné à financer de nombreuses opérations inscrites en 2023 à l'indicatif de la commune de Didouche-Mourad ».

Le secteur des ressources en eau, considéré comme une des priorités de cette collectivité locale au regard des carences constatées dans plusieurs quartiers, se taille la part du lion de ce programme qui sera entamé sur le terrain « début janvier prochain », selon M. Bendjaballah.

Selon cet élu, le programme comprend la réhabilitation du réseau de d'alimentation en eau potable (AEP) dans les cités des « 116 logements », Farkous-Saoudi, Boughaba-Hassan, « 5 juillet 1962 » et « 53 logements », en plus de la réhabilitation du réseau d'assainissement dans les cités Dahdouh-Hocine et El-Amal (710 logements) où les travaux viseront à éliminer les « points noirs » et autres fuites d'eau en remplaçant les conduites vétustes ou endommagées, à renforcer le réseau d'assainissement et à installer des avaloirs d'eaux pluviales.

Ce même programme permettra aussi de réhabiliter l'école Cheikh- Boukal, dans cette même collectivité locale, et de renforcer l'éclairage public dans les parties supérieure et inférieure de la cité Karboua-Hamid, a encore fait savoir M. Bendjaballah, ajoutant que le programme d'aménagement pour l'année 2024 comprend également la réhabilitation et le suivi technique de la route reliant le chemin communal n 7 à la cité des « 660 logements » à « Kef Salah », et de la route reliant les cités Ali Guechi Rabah et « 200 logements ».

Selon le président de la commission des finances et de la comptabilité de l'APC de Didouche-Mourad, « toutes ces opérations, qui seront exécutées au bout d'un délai de 8 à 10 mois, seront réceptionnées au cours du second semestre de l'année 2024 ». **R.R**

EL TARF

1.000 hectares pour la culture de tournesol

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Tarf a développé un programme visant à cultiver du tournesol sur une superficie de 1. 000 hectares. C'est ce qu'a fait savoir, hier, cette structure.



Dans ce sens, Fadila Akli, directrice des services agricoles, a déclaré que cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme national arrêté par le ministère de tutelle pour développer la culture de plantes oléagineuses, conduisant les responsables du secteur dans la wilaya d'El Tarf à prévoir 1.000 hectares pour la culture de tournesol. D'autant, a ajouté la même responsable, que plusieurs expériences menées, durant la dernière saison agricole, par l'Institut Technique des Cultures Maraîchères et Industrielles (ITCMI), avaient été couronnées de succès.

La même source a également précisé que d'autres expériences de terrain pilotées par la DSA au cours de la dernière campagne agricole (2021-2022) dans un certain nombre d'exploitations agricoles, en matière de culture de tournesol, ont donné des résultats « très encourageants », démontrant que les communes d'El Tarf, de par leur climat et la qualité de leur sol, présentent un environnement « propice à la culture du tournesol », et qui ouvre des « perspectives prometteuses pour le développement de cette culture stratégique et pour l'investissement dans cette filière ».

Afin d'assurer le succès de l'opération, la DSA a initié la mise en place d'une commission de wilaya composée de différentes parties concernées, telles que la Chambre d'agriculture, la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) et l'ITCMI afin de « suivre les étapes de ce processus qui donne déjà lieu à une vaste campagne sensibilisation ciblant les agriculteurs et les informant des méthodes de culture de ce type de plante et des facilités accordées par l'Etat ».

La même source a fait état, à ce propos, de « l'accompagnement de l'agriculteur dans la commercialisation de sa récolte », son « orientation vers l'industrie de transformation », le « suivi technique » et « la vulgarisation agricole par les Instituts techniques spécialisés ».

La mise en terre des plants de tournesol sur la surface déterminée devrait être entamée « prochainement », les services de l'Etat au niveau local se chargeant de la fourniture de semences aux agriculteurs impliqués dans ce programme, a encore assuré la même source **R.R**

LA PÉNÉTRANTE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST À MASCARA

10 milliards DA alloués pour l'achèvement du projet

UNE ENVELOPPE financière de 10 milliards de DA a été allouée pour l'achèvement du projet de réalisation de la pénétrante de Mascara vers l'autoroute Est-ouest sur une distance de 43 km. C'est ce qu'a fait savoir, hier, Hayani Belkacem, chef du projet.

A ce titre, le même responsable a indiqué qu'un montant de 7 milliards DA de cette enveloppe financière, inscrite au titre du programme sectoriel, est destiné à l'achèvement du tronçon entre les communes de Hassine et Ras El-Aïn Amirouche sur une distance de 25 km, soulignant aussi que les travaux restants de ce tronçon concernent la réalisation de deux ponts et 13 autres ouvrages d'art, outre le bitumage de la route. En outre, Hayani Belkacem , a précisé que la réalisation de ce tronçon, dont le taux d'avancement des travaux est actuellement de 86 pc est prise en charge par un groupe algéro-chinois, sachant que 3 milliards DA de cette enveloppe financière sont dédiés aux travaux de réalisation du deuxième tronçon du projet entre les communes de Hassine et El keurt sur une distance de 18 km, dont les travaux sont confiés à un groupe algéro-espagnol, avec la réalisation de sept ponts, 16 autres ouvrages d'art et la pose de béton bitumeux.

Il y a lieu de rappeler que le Conseil des ministres tenu le 15 octobre dernier, présidé par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a donné son accord pour l'achèvement de la réalisation de deux pénétrantes reliant les wilayas de Mascara et Tizi Ouzou à l'autoroute Est-ouest.

Selon M. Hayani, le lancement effectif des travaux d'achèvement du projet de Mascara est prévu dans les prochaines semaines et la réception du projet est prévue pour 2026.

Le même responsable a affirmé que cette route devra ouvrir des perspectives économiques prometteuses, en contribuant à la promotion de l'investissement dans la wilaya de Mascara de par son importance comme accès aux régions du Sud-ouest du pays.

R.R

«LA VIE D'APRÈS» PRIMÉ AU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE BRUXELLES

Lydia Larini sacrée meilleure actrice

L'algérienne Lydia Larini a remporté le prix de la meilleure actrice pour son rôle de Hadjer dans le film «La Vie d'après » d'Anis Djaâd à la huitième édition du Festival international du film de Bruxelles (FIFB), qui s'est déroulé du 14 au 18 novembre en Belgique.



Lydia Larini, artiste à multiple facette, a captivé le jury avec son interprétation remarquable du personnage de Hadjer, une femme marquée par l'injustice dans un tourbillon de rumeurs et de mensonges. Le film, réalisé par Anis Djaâd, a été sélectionné pour la compétition officielle du FIFB, et c'est grâce à la performance exceptionnelle de Larini que le film a été honoré du titre de meilleure actrice.

Amoureuse des planches, Lydia Larini a initialement débuté sa carrière artistique par le chant en 2001 avant de se consacrer entièrement au 4e art. Son talent en tant que comédienne ne passe pas inaperçu, ayant déjà reçu à trois reprises le prestigieux Prix de la meilleure interprétation féminine. Elle a marqué les esprits à la fois dans des feuilletons télévisés et au cinéma, jouant des rôles mémorables dans des productions telles que «Mascarades», «Mostefa Ben Boulaïd», «Larbi Ben M'hidi», et dans «La vie d'après» d'Anis Djaâd.

La consécration de Lydia Larini ne s'arrête pas là. En mars dernier, elle a également remporté le prix de la meilleure actrice lors de la quatrième édition du Festival du film maghrébin (MFF) à Haarlem aux Pays-Bas, toujours pour son rôle dans «La Vie d'après». Le film a également été honoré du «Prix de la critique africaine» à Tunis, dans le cadre des 33e Journées cinématographiques de Carthage, ainsi que du «Prix de l'Université africaine de la critique» décerné par la Fédération africaine de la critique cinématographique lors de ce même festival.

«La Vie d'après», sorti en 2021, marque le premier long métrage du réalisateur Anis Djaâd. Le film offre une immersion émotionnelle dans l'histoire de Hadjer, incarnée par la talentueuse Lydia Larini, aux côtés du jeune Ahmed Belmoumen dans le rôle de son fils, Djamil. L'intrigue explore le tourbillon dévastateur de la rumeur et du mensonge qui entoure Hadjer, une femme injustement marquée par une réputation infondée.

L'histoire se déroule dans un contexte de misère et de survie, où Hadjer lutte pour protéger son fils des criminels sévissant dans leur ville. Employée comme femme de ménage à la mairie et avec Djamil travaillant dans les champs agricoles, ils mènent une existence paisible. Cependant, une rumeur sur la vie supposée légère de Hadjer déclenche une série d'agressions haineuses, les forçant à quitter leur village. Ainsi débute leur «vie d'après».

Le succès du film dépasse les frontières, ayant été projeté dans plusieurs festivals internationaux tels que le Festival international du film de Tachkent en Ouzbékistan, le Festival du film indépendant de Bruxelles en Belgique, et le Festival international du film d'Amiens en France. De plus, le film a été sélectionné pour rejoindre l'atelier Final Cut du prestigieux Festival International du Film de Venise.

Anis Djaâd, le réalisateur, a déjà marqué le monde cinématographique avec des courts métrages telles que «El Koa» (2012), «Al Maa'ber» (2014), et «Le Voyage de Kalthoum» (2016), tous présentés dans de nombreux festivals internationaux.

Le Festival International du Film de Bruxelles, créé en 2015, s'est imposé comme une plateforme de célébration du cinéma belge et international. Il s'efforce de présenter de nouvelles expériences cinématographiques tout en mettant en lumière de nouveaux talents du monde entier.

Meriem Djouder

7E FESTIVAL DU THÉÂTRE DE RUE À KIRKOUK EN IRAK

«El Sarkha El-samita» au programme

LA PIÈCE de théâtre «El Sarkha El-samita» (Le cri silencieux), produite par l'association culturelle «Ouled Leblad» de la wilaya de Bouira, participera à la 7e édition du Festival international du théâtre de rue de Kirkouk en Irak, ont indiqué les responsables de l'association. La pièce, d'une durée de 40 minutes, offre une narration intense d'un conflit entre le bien et le mal. Réalisé par Ait Kaci Abderrahmane, le spectacle a attiré l'attention des organisateurs du Festival de Kirkouk, qui débutera le 27 novembre. Le président de l'association, Amine Ait Kara, également l'un des acteurs principaux du spectacle, a exprimé sa fierté quant à cette invitation prestigieuse. «Nous avons reçu une invitation officielle pour participer à la 7e édition du Festival international du théâtre de rue de Kirkouk, et nous sommes ravis de représenter l'Algérie lors de cet événement», a-t-il déclaré.

La troupe théâtrale, qui a remporté plusieurs prix locaux depuis sa création en décembre 2022, a connu un succès notable avec des œuvres telles que «El Aars» (la fête), «Baqaya Radjoul» (les restes d'un homme), «Tchektchouka» (Ratatouille), «El Aqrab» (scorpion) et «Wouroud Mina El Nar» (Des fleurs en feu).

Amine Ait Kara a souligné que l'association bénéficie du soutien des autorités locales de Bouira et de la direction de la Culture et des Arts pour faciliter les procédures nécessaires en vue de la participation au Festival de Kirkouk. Il a ajouté que la troupe se prépare activement pour représenter dignement l'Algérie aux côtés d'autres pays tels que l'Italie, l'Iran, la Syrie et la Tunisie. Créée en décembre 2022, l'association Ouled Leblad a remporté plusieurs prix au niveau local grâce à une série de travaux dont deux monodrames sous les titres «El Aars» (la fête) et «Baqaya Radjoul» (les restes d'un homme), ainsi que des pièces théâtrales ayant connu un franc succès dans la wilaya de Bouira à l'image de «Tchektchouka» (Ratatouille), «El Aqrab» (scorpion) et «Wouroud Mina El Nar» (Des fleurs en feu).



R. C.

BORDJ BENSDIRA DE BATNA

Le centre de torture colonial intègre l'inventaire culturel local

LE CENTRE de torture colonial connu sous le nom de «Bordj Bensdira», dans la commune de Chemora (Batna), vient d'être porté sur l'inventaire additif des biens culturels au niveau local, a annoncé, avant-hier, la direction de wilaya de la culture et des arts. Abderrezak Bensalem, chargé de la gestion de cette direction, a précisé que «le dossier relatif à ce site a été récemment soumis à la commission de wilaya des biens culturels qui l'a approuvé en attendant son classement en tant que monument historique par les autorités de tutelle». Le centre de «Bordj Bensdira» est l'un des lieux de torture construits par la France coloniale dans la région des Aurès. Les tortionnaires y avaient utilisé les méthodes les plus odieuses de torture sur les prisonniers algériens dans l'espoir de contrecarrer la marche de la glorieuse Révolution. Ce centre de sinistre mémoire reste aujourd'hui témoin des crimes contre l'humanité perpétrés par l'occupant tout au long de la guerre de libération nationale. Selon la même source, les services locaux concernés s'activent à l'heure actuelle à finaliser les dossiers des Ksours de M'doukal et de Ksar Belezma afin de les soumettre à la commission de wilaya des biens culturels dans le but de les intégrer à l'inventaire additif des biens culturels. Il existe, selon Bensalem, 15 autres dossiers liés à des sites et des monuments archéologiques et historiques sont concernés par le même processus et seront «progressivement» soumis à la commission de wilaya.

Depuis le début de l'année 2023, trois sites ont été portés sur l'inventaire additif des biens culturels, à savoir le village archéologique de Lamberidi, à Oued Chaâna, la mosquée des Sept Dormants, à N'gaous, et la grotte «Ghar Benchettouh», dans la commune de Taxlent.

R. C.

VAINQUEUR DE LA JSK EN MATCH DÉCALÉ

Le CRB colle aux basques du MCA et Du PAC

A L'ISSUE de la sixième journée disputée vendredi, samedi et dimanche, les leaders du championnat ont réussi à conforter leur position en se maintenant à la tête du classement, à l'image du MCA, du PAC et du champion en titre le CRB. Au bas de la fiche, les deux nouveaux promus, à savoir l'US Souf et l'US Ben Aknoun se noient en queue du classement. Le MCO se morfond également dans la zone rouge avec seulement 6 point à neuf points d'écart du premier. Résultats complets et classement à l'issue des rencontres de la 6e journée de la Ligue 1 Mobilis de football, disputées vendredi, samedi, et dimanche :

Vendredi, 17 novembre :

CS Constantine - NC Magra	0-1
MCE El-Bayadh - US Souf	4-0
MC Oran - USM Khenchela	1-0
MC Alger - JS Saoura	4-0

Samedi, 18 novembre :

ES Ben Aknoun - Paradou AC	0-1
ASO Chlef - ES Sétif	2-1
US Biskra - USM Alger	1-0

Dimanche, 19 novembre :

CR Belouizdad - JS Kabylie	1-0

Classement :	Pts	J
1). MC Alger	15	6
2). Paradou AC	13	6
3). CR Belouizdad	12	6

QWAN-KI-DO :

L'Algérie présente au troisième Forum africain d'Abidjan

L'ALGÉRIE sera présente au troisième forum africain de Qwan-Ki-Do, qu'organise la Confédération africaine, en coordination avec la Fédération ivoirienne de cette spécialité, du 24 au 26 novembre à Abidjan. Le Qwan-ki-do algérien sera représenté lors de ce forum par l'entraîneur de l'équipe nationale, Farid Mousli, qui est également le président du Comité national du Qwan-Ki-Do ainsi que le président de la Ligue algéroise des arts martiaux. Au cours de la rencontre d'Abidjan, les participants aborderont plusieurs thèmes liés aux règlements de l'arbitrage et des compétitions du Qwan-ki-do. Le forum sera suivi d'une formation pratique dans ce domaine, animée par des experts internationaux de cette discipline, a indiqué un communiqué de l'instance continentale. Les présidents de fédérations nationales et les directeurs techniques nationaux tiendront une réunion animée par des experts internationaux dans cet art martial, suivie par une séance de formation, précise l'instance fédérale. Sur le tapis, ces experts appliqueront, dans un premier temps, le mouvement d'harmonie «Dedok Lin» et un second mouvement «Ku Fu Dao». Par la même occasion, la Confédération africaine de Qwan-Ki-Do tiendra une réunion dont l'ordre du jour comprend les activités réalisées au cours de la saison sportive 2022-2023, le programme prévu pour la saison 2023-2024, ainsi que l'étude de la situation générale de la discipline en Afrique et les voies et moyens de la promouvoir auprès des instances nationales et africaines. Ce sera également une occasion pour les responsables de la Confédération africaine de dévoiler les futures initiatives qui permettront de généraliser la pratique de cet art martial en augmentant le nombre de formateurs et de pays africains capables de former des jeunes dans le Qwan-Ki-Do. Enfin, lors de cette réunion, les responsables du Qwan-Ki-Do demanderont aux participants de proposer le nombre de délégués nationaux pour représenter ce sport au niveau africain ainsi que le programme de travail, a conclu le communiqué de l'instance africaine.

IL NE TARIT PAS D'ÉLOGES À LEUR ENCONTRE APRÈS LE MOZAMBIQUE

Belmadi « salue » son groupe et se dit « ravi de compter sur de tels joueurs »...

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, n'a pas raté l'occasion offerte par le joli succès arraché au Mozambique dans des conditions pourtant des plus difficiles, pour jeter des fleurs à ses joueurs qui ont su finalement « être décisifs » au bon moment.



Par Azouaou Aghiles

Une « bataille » réussie en tous plans. Suffisant pour leur lancer un message fort. D'autant qu'il craignait que la prestation sans saveur conclue pourtant par une victoire relativement large (3-1) mais qui n'a pas convaincu les puristes devant un onze somalien ultra défensif mais valeureux, ne laisse des traces au mental en raison des critiques acerbes d'une certaine partie de la presse et d'observateurs aux aguets. Pour le compte donc de la 2e journée des éliminatoires du Mondial 2026, les Verts, en campagne à Maputo, ont réussi leur coup avec un succès « réparateur ». Comptera énormément sur le plan psychologique à quelques encablures de la CAN 2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire. Un 2-0 sec. Dans des conditions des plus difficiles. Après une partie à rebondissements et des faits de jeu imprévus à l'image des blessures contractées, à des moments clefs (avant la fin du 1er quart d'heure), par les deux cadres importants dans le dispositif tactique tant à la tête de la charnière centrale qu'à la pointe de l'attaque, que sont Aissa Mandi et Islam Slimani. Un match donné pour compliqué au départ et qui le sera un peu plus avec la perte de deux armes précieuses, le reste de l'équipe, déjà dans la difficulté en raison de conditions propres aux terrains africains auxquelles s'ajoutera un engagement physique plus qu'à la limite de la correction sous les yeux d'un arbitre plutôt conciliant comme sur cette agression caractérisée, un véritable attentat, sur Youcef Atal tout heureux, comme le staff d'ailleurs, de se relever avec plus de peur que de mal. Tout cela pour dire que l'entraîneur Belmadi ne pouvait que saluer le comportement de ses hommes. Qui se sont comportés, bien que bousculés, en Hommes. En livrant un match d'Hommes.

« NOTRE FORCE, LA GRANDE QUALITÉ DU BANC »

A l'arrivée, un succès presque inattendu. A six points en plus. Et un Belmadi ravi, et on le serait à moins, du comportement de ses troupes en dépit des craintes exprimées au départ d'Alger après l'épisode somalien. On l'écoute en parler : « Six unités déjà au compteur en deux sorties. Pas la place ni l'opportunité à faire la fine bouche. C'est une jolie moisson au sortir d'une rencontre qui va servir pour nos jeunes éléments qui ne connaissent pas encore les réalités des terrains africains. Une très bonne chose maintenant qu'ils se rendent compte qu'aucun match n'est facile en Afrique. Pas facile de faire de bons résultats. On vient d'apprendre, par exemple, que de grosses cylindrées comme le Nigéria ou le Mali ont peiné contre de « petites » équipes comme le Lesotho ou le Tchad. C'était d'autant plus difficile pour nous qu'« on a joué contre une bonne sélection du Mozambique. De bon niveau technique et avec deux qualités essentielles : l'assurance et l'expérience. Ajoutez qu'elle n'avait rien à perdre. » Un peu plus que content, il conclut ne « pas voir beaucoup d'équipes en mesure de l'emporter sur cette pelouse de Maputo. » Suffisant à ses yeux pour revenir sur le caractère déterminant des joueurs « remplaçants » qui ont été « décisifs » à l'occasion. L'explication ? Il répond sans ambages : « Comme je l'ai dit aux joueurs avant le match, et après le match, c'est un groupe que l'on a, et je sais que ce qu'il y a sur le banc est aussi bon que sur le terrain. C'est une question de choix en fonction de diverses raisons techniques. C'est en tout cas la force d'un groupe de pouvoir compter sur les joueurs qui démarrent et ceux sur le banc (…) C'est une très bonne chose pour nous. » Pas besoin d'ajouter que cette victoire fait du bien. Assez pour se tourner désormais vers l'échéance continentale en se préparant au mieux, avec un moral retapé à neuf. Et ça comptera lorsqu'il faudra passer aux choses sérieuses. Avec des ambitions assurément en hausse. **A.A**

CAN-2023 (REPORTÉE À 2024) EN CÔTE D'IVOIRE :

Les sélectionneurs peuvent prendre jusqu'à 27 joueurs

LES SÉLECTIONNEURS des 24 pays qualifiés à la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février), ont la possibilité de prendre jusqu'à 27 joueurs pour le tournoi, a déclaré le président de la Fédération ivoirienne de football (FIF) Idriss Diallo. «La Confédération africaine (CAF) nous a donné une information selon laquelle les sélectionneurs peuvent prendre jusqu'à 27 joueurs pour la liste de la CAN. Donc, le coach Gasset (de la Côte d'Ivoire) peut prendre jusqu'à 27 joueurs ou moins, s'il le souhaite», a-t-il indiqué, cité par les médias locaux. Pour rappel, chaque sélection qualifiée pour la CAN-2023 doit envoyer à la CAF une liste d'un maximum de 55 joueurs 30 jours avant le tournoi final. La liste finale doit être composée des joueurs figurant sur la liste provisoire. Selon les modifications des règlements de la CAN, si l'un des 11 joueurs indiqués sur la liste de départ n'est pas en mesure de débuter la rencontre pour cause de blessure ou de maladie, il peut être remplacé par un remplaçant éligible à condition que les officiels de la CAF soient officiellement informés avant le coup d'envoi. L'Algérie, dont il s'agit de la 20e participation à la CAN, s'est qualifiée haut la main pour la CAN-2023, en dominant le groupe F avec 16 points en six matchs devant la Tanzanie (8 pts), également qualifié, l'Ouganda (7 pts) et le Niger (2 pts). La CAN-2023 se jouera pour la troisième fois en présence de 24 nations, après les éditions 2019 (Egypte) et 2021 (Cameroun). Les nations qualifiées ont été réparties sur six groupes de quatre équipes chacun. Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs troisièmes se qualifient pour les 8es de finale de cette 34e édition, qui se déroulera dans cinq villes ivoiriennes : Abidjan, Bouaké, Korhogo, Yamoussoukro et San Pedro.

MAPUTO RETIENDRA

Retour sur une Victoire poussive, mais jouissive

En déplacement chez les Mambas de Mozambique pour leur deuxième sortie des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026, les Fennecs d'Algérie reviendront à la maison avec trois précieux points dans les bagages. Ils s'imposent 0-2 à l'issue de 90 minutes de football laborieuses sous la chaleur tropicale de Maputo, à l'« Estadio Nacional do Zimpeto ». Ce qui donne un cachet particulier à un succès bien accueilli par les fans D.Z



Par Rabah Azizi.

Pour ce genre de rencontre difficile, problématique en tous points, le sélectionneur Djamel Belmadi a opté pour un onze rentrant solide composé d'un cocktail de joueurs expérimentés habitués à la difficulté subsaharienne et d'une poignée de jeunes joueurs pour plus de vivacité et de créativité dans un 4-3-3 habituel mais très flexible. La composition s'est transformée maintes fois en 4-4-1-1 en cas de perte de balle. Avec, comme particularité, un Amine Gouiri en faux 9 qui tournait autour d'Islam Slimani. Néanmoins, la difficulté de cette rencontre est rapidement montée en puissance, après que la blessure du meilleur buteur de l'EN est survenue à la 17ème minute seulement, trois minutes après la sortie d'Aïssa Mandi pour le même motif, faussant ainsi les plans de Belmadi dès le début de la rencontre. En pallaitif, néanmoins de qualité, c'est Ahmed Tougaï et Mohamed Amoura qui feront leur entrée. Pour les Verts, les ennuis n'ont cessé de s'accroître après une période de domination de l'équipe mozambicaine qui a poussé la défense algérienne à reculer, favorisant ainsi les tentatives de Bauque et de ses coéquipiers, qui ont plusieurs fois buté sur un Mandréa impérial, véritable sauveur d'El Khadra à plusieurs reprises. Notamment la plus dangereuse, à la 22ème minute de jeu. Les poulains de Belmadi rentreront aux vestiaires après une première mi-temps ratée, au goût de la désillusion. Après la pause-citrons, le sélectionneur procède directement à des changements et c'est Hicham Boudaoui, le milieu de l'OGC Nice, qui remplace l'autre ex- Rennais passé par l'OGC Nice, Amine Gouiri.

DES REMPLAÇANTS DE LUXE !

Un coaching qui s'est avéré judicieux, galvanisant pour les troupes du capitaine Riyad après le renforcement du milieu du terrain, puisque dès l'entame de la seconde période, les Fennecs se sont enfin réveillés et ont montré un tout autre visage avec des attaques bien menées. À la 70ème minute, c'est l'attaquant de l'Union Saint Gilloise, Amoura, qui chipe le ballon du milieu de terrain et, au terme d'une longue et belle chevauchée en solitaire, vise le cadre du gardien adverse d'une frappe missile qui trouve le poteau mais tombe dans les pieds de Fares Chaini, qui fait mouche en envoyant le cuir au fond des filets grâce à sa justesse technique. L'ouverture s'est fait attendre mais va débloquer toute une équipe qui se retrouve maintenant libérée psychologiquement, plus décontractée et qui, encore une fois, grâce à un coaching gagnant, ira chercher le break grâce à Ramiz Zerrouki qui s'en ira à son tour, ajuster le gardien après une action signée Amoura, encore lui, qui voit son second "assist" du match aboutir dedans. Une victoire, deux buts et trois points. 1,2,3 gagne l'Algérie. Une victoire cruciale malgré une performance assez délicate en première mi-temps surtout. Seulement, dans une rencontre comme celle-ci, dans des conditions aussi peu favorables (terrain, climat, voyage et manque de repos, saupoudrés d'un enchaînement de blessures de joueurs cadres), seule la victoire comptera finalement. Comme toujours d'ailleurs. Sur le rectangle vert. Après deux performances victorieuses, l'Algérie trône en tête du groupe «G», consolidant ainsi sa très enviable position de leader après la récolte de 6 points au total, offrant une excellente opportunité avant le face-à-face crucial avec le concurrent direct, la Guinée dans . . . mois (entre le 03 et le 11 juin 2024) à Alger, bien après la CAN 2023 en Côte d'Ivoire. Place à l'autre challenge désormais. Le tournoi continental phare. La Coupe d'Afrique des Nations.

R.A

E.N - MILAN AC :

Bennacer de retour à la compétition le 17 décembre prochain

LE MILIEU international algérien de l'AC Milan (Serie A italienne de football), Ismaël Bennacer, ayant récemment repris les entraînements avec le groupe, pourrait renouer avec la compétition le 17 décembre prochain à l'occasion de la rencontre face à Monza, a affirmé lundi le média italien La Gazzetta dello Sport. Cette information vient ainsi confirmer celle publiée par Sky Sports la semaine passée, faisant état d'un retour du champion d'Afrique 2019 à la mi-décembre. Bennacer s'est blessé au genou lors de la demi-finale aller de Ligue des champions contre l'Inter Milan (0-2), disputée en mai dernier. Les examens auxquels avait été soumis le joueur algérien avaient révélé une blessure du cartilage du condyle fémoral latéral (partie inférieure du fémur, ndlr) du genou droit. L'international algérien (46 sélections, 2 buts), pièce majeure des Rossoneri au milieu, avait subi une arthroscopie du genou dans une clinique à Lyon (France), avant d'entamer un long processus de rééducation à l'hôpital de la médecine du sport à Doha (Qatar). Bennacer (25 ans) espère être prêt pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier – 11 février), cela passera inéluctablement par la nécessité de retrouver tous ses moyens.

TOURNOI DE L'UNAF (U20) :

Quatrième défaite des Verts

LA SÉLECTION algérienne de football des moins de 20 ans (U20) a concédé dimanche sa quatrième défaite, en autant de matchs, face à la Libye 3-4 (mi-temps : 3-0), en match disputé au stade du Kram (Tunisie), pour le compte de la 4e du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF) de la catégorie (13-22 novembre). Après une première période conclue par un net avantage (3-0), les coéquipiers de Rayan Kolli sont retombés dans leurs travers pour encaisser quatre buts face à une équipe libyenne qui a arraché son précieux succès dans le temps additionnel. Dans l'autre match disputé au stade d'Ariana, la Tunisie s'est imposée face à l'Egypte 4-2 (mi-temps : 4-0). A l'issue de ces résultats, la Tunisie s'empare du fauteuil de leader avec 9 points, à trois longueurs du Maroc (6 pts), exempt de cette 4e journée. La Libye et l'Egypte suivent derrière à la troisième place avec 4 points chacun, alors que l'Algérie ferme la marche avec 0 point. Lors de la 5e et dernière journée prévue mardi, l'Egypte défiera le Maroc au stade du Kram (14h00), alors que la Tunisie affrontera la Libye au stade d'Ariana (14h00). L'Algérie sera exempte. Cette compétition se déroule sous forme d'un mini-championnat. Le premier à l'issue de la cinquième et dernière journée sera sacré vainqueur.

EN RAISON DE GROS SOUCIS FINANCIERS

La fédération nigériane dans l'impossibilité de limoger son sélectionneur portugais

LA FÉDÉRATION nigériane de football (NFF) souhaiterait se séparer de son sélectionneur portugais José Peseiro après une entame calamiteuse des qualifications de la Coupe du monde 2026, mais elle n'aurait pas le budget pour le faire. « Si nous avions l'argent, nous serions prêts à le démettre de ses fonctions, nous ne sommes pas contents », a déclaré Nse Essien, membre du comité exécutif de la NFF, à plusieurs médias locaux. Absent du Mondial 2022, le Nigeria est mal parti dans les qualifications à la prochaine édition de la Coupe du monde, en 2026. Après deux matches, les coéquipiers de Terem Moffi ne comptent que deux points. Ils ont concédé des nuls malvenus face au Zimbabwe (1-1) et au Lesotho (1-1) alors que l'Afrique du Sud tient l'occasion d'en détenir déjà six en deux matches en cas de victoire mardi au Rwanda. Pour rappel, seul le premier des six équipes de chaque groupe est qualifié pour le mondial 2026 prévu aux Etats-Unis, Mexique et Canada. Le Nigeria a essuyé sept défaites et trois nuls en dix-sept matchs depuis la nomination de Peseiro sur le banc, en mai 2022. Qualifiés pour la CAN 2024 (13 janver-11février), les Super Eagles devront s'extirper d'un groupe composé de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau et de la Guinée équatoriale.

SÉLECTION NATIONALE : AVEC 59 MATCHS, BELMADI REJOINT MEKHLOUFI À LA 2E PLACE

EN DIRIGEANT son 59ème match à la tête de l'équipe nationale face au Mozambique, le sélectionneur national, Djamel BELMADI, rejoint le légendaire Rachid MEKHLOUFI, l'ex-coach des Verts et ancien joueur de la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN). Djamel BELMADI est désormais ex-aequo avec MEKHLOUFI en attendant qu'il poursuive son aventure avec les Fennecs, en étant à distance du recordman des matchs, le cheikh Rabah SAADANE avec 72 rencontres dirigées.

(Source Faf)

APRÈS 2019, 2020, ET 2021 : 2023, UNE 4E ANNÉE SANS DÉFAITE POUR LES VERTS SOUS L'ÈRE BELMADI

En dirigeant son 10ème match de l'année 2023, face au Mozambique à Maputo (0 à 2) pour le compte de la 2ème journée du groupe G des éliminatoires de la Coupe du Monde de la FIFA 2026 – Zone Afrique, le sélectionneur national, Djamel BELMADI, a établi un autre record : celui d'avoir aligner une quatrième année sans défaite à la tête des Verts. En effet, après 2019, année du sacre à la CAN en Egypte, 2020 et 2021 avec une série de 35 rencontres sans défaite, le coach national termine l'année 2023 avec zéro défaite en 10 matchs, dont six officiels et quatre amicaux et un bilan de 7 succès et 3 nuls.

(Source Faf)



L'application de messagerie se débarrasse de son outil alimenté par ChatGPT, qui n'était rien d'autre qu'une expérience en demi-teinte.

Échec ou changement de stratégie ?

Discord va désactiver Clyde, son chatbot IA

Comme presque tout le monde en ce début d'année, Discord s'est laissé tenter par les programmes d'IA conversationnelle. Le résultat répondait au nom de Clyde, un chatbot auquel on pouvait accéder sur une petite sélection de serveurs en le mentionnant, comme n'importe quel autre membre (bien humain).
Mais voilà, plusieurs mois se sont écoulés, et l'engouement autour des outils alimentés par ChatGPT s'est quelque peu estompé. Il est temps pour de nombreux services de prendre du recul sur leur efficacité ou leur utilité.

Un nouveau membre singulier

Même si vous utilisez Discord, il y a de fortes chances que vous n'ayez jamais croisé Clyde. Ce bot est resté assez discret, stagnant dans sa phase de développement et de test, tous les serveurs n'y ont ainsi pas eu accès. Et, finalement, les choses n'iront pas plus loin, puisque l'éditeur a annoncé qu'il désactiverait son chatbot à partir du 1er décembre. « Les utilisateurs ne pourront plus invoquer Clyde dans les DM, les DM de groupe ou les chats de serveur », peut-on lire sur le blog de Discord.
Ce bot était alimenté par ChatGPT, il était donc capable de répondre à des questions, de tenir des conversations, et même de dénicher un GIF ou une image si on le lui demandait.
L'outil était assez bien conçu, et Discord mettait l'accent sur la convivialité. L'entreprise permettait également aux administrateurs de personnaliser le nom, l'avatar ou la biographie de Clyde sur leurs serveurs.
Cependant, tout n'était pas parfait. Le chatbot a eu, par exemple, la mauvaise idée de s'engager dans des sessions de flirt non sollicitées.
Ce qui a eu le potentiel de causer quelques déboires à Discord, qui est bien évidemment utilisé par des mineurs. Il pouvait également être un outil redoutable pour réaliser des arnaques, et a eu la fâcheuse tendance à générer des messages obscènes ou grossiers, du moins à ses débuts. Ce n'était franchement pas le membre d'un serveur le plus facile à gérer.

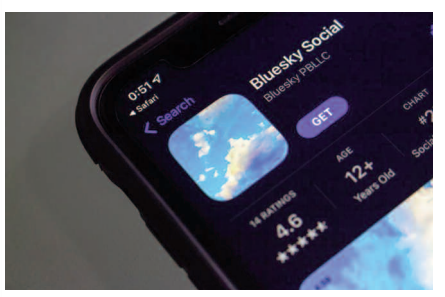
Un chatbot qui a besoin d'être monétisé ?

Bien que Discord n'ait pas précisé les raisons de cette mise à la retraite de Clyde, on peut supposer que l'expérience a permis de se faire une bonne idée de ses capacités et de ses limites.
Quoi qu'il en soit, l'entreprise ne semble pas en avoir fini avec cette technologie, affirme Kellyn Slone, directrice de la communication produit de Discord.
« Discord s'efforce continuellement d'apporter aux utilisateurs de nouvelles fonctionnalités et expériences », explique-t-elle à The Verge. « Clyde est une itération de ce travail, et nous sommes impatients de dévoiler de nouvelles expériences. »
Il est donc probable que l'IA générative apparaisse de nouveau dans l'application, mais peut-être sous une autre forme. L'entreprise cherchera sûrement à la monétiser, en la rendant accessible aux utilisateurs Nitro ou aux serveurs boostés uniquement. En effet, l'utilisation des outils d'OpenAI, qui vient de remercier son PDG, n'est pas gratuite, et le temps de l'expérimentation sans frais supplémentaires se raréfie.

L'IA sur Discord, ce n'est tout de même pas fini

Pour le moment, les utilisateurs devront se tourner vers des développeurs tiers pour accéder à des outils génératifs ou des bots conversationnels.
Discord expérimente pour le moment une itération personnelle à chaque utilisateur de Clyde, permettant de générer du texte dans les conversations publiques et privées.
L'entreprise se focalise surtout sur des outils d'IA plus « concrets ». Depuis plusieurs semaines, les administrateurs de serveurs bénéficient d'AutoMod, un outil de modération automatique, utilisant des algorithmes plutôt performants, et qui semble faire ses preuves. Discord pourrait aussi s'orienter un peu plus vers la génération d'images, avec des outils comme Avatar Remix.

Bluesky : le sosie de Twitter passe la barre des 2 millions d'utilisateurs



Le réseau social Bluesky fondé par Jack Dorsey, le créateur de Twitter, semble promis à un bel avenir.
Si Jack Dorsey n'est plus le patron de Twitter, devenu X.com, depuis déjà longtemps, il n'en reste pas moins attaché à l'idée de réseau social.
Et c'est pour cela qu'il réfléchit ces dernières années à la création d'un nouveau Twitter, mais cette fois décentralisé.
Une réflexion qui a donné naissance à Bluesky, un réseau social fonctionnel, mais qui n'est pour le moment disponible que sur invitation. Ce qui ne l'empêche pas de voir son nombre d'utilisateurs continuer à croître.

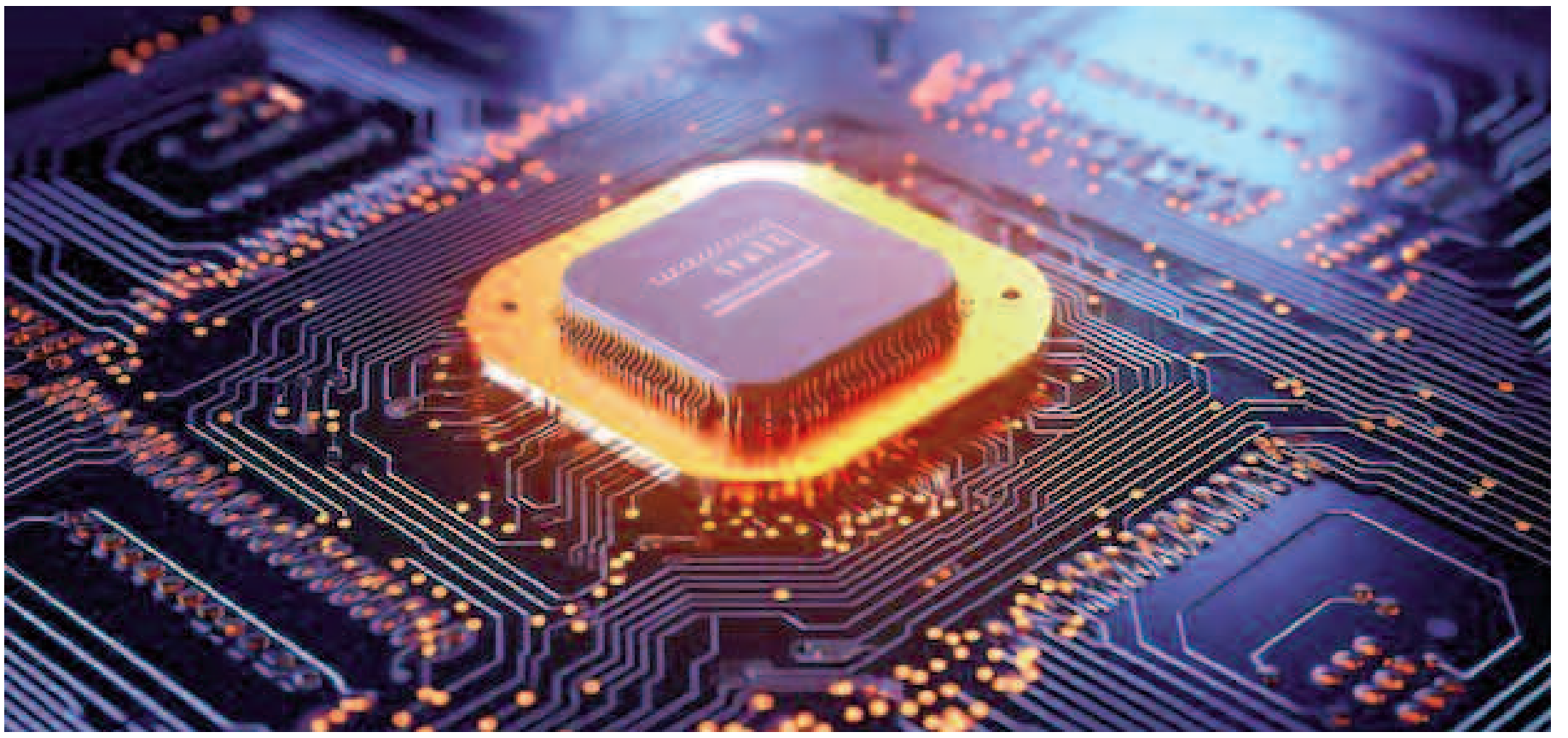
Une popularité encore à la hausse

Un réseau social peut-il fonctionner de manière décentralisée ? Oui, si l'on regarde l'expérience Mastodon.
Pour autant, aucune de ces plateformes n'a réussi à se hisser à la hauteur des plus grands comme X ou Facebook. Bluesky pourrait bien être le premier à réussir dans le domaine. Car les chiffres sont bons du côté de chez Jack Dorsey. Il y a deux mois, Bluesky annonçait ainsi avoir atteint les 1 million d'inscriptions. Nombre qui vient de doubler, puisque aujourd'hui, l'interface compte 2 millions d'abonnés, et ce alors qu'elle est encore privée.

Bluesky sera bientôt visible par tous

Et la plateforme pourrait bien prochainement commencer à attirer le regard du grand public. Actuellement, il n'est pas possible pour ceux qui n'ont pu s'inscrire de lire les messages postés sur ce réseau. Une situation qui va changer, une interface publique devant arriver pour Bluesky « d'ici à la fin du mois. »
De quoi donner le top départ d'une nouvelle success story ? Bluesky arrive en effet au bon moment, alors que le nombre d'utilisateurs actifs de X est en recul. Mais dans le même temps, l'expérience (pour le moment ratée) de Threads est dans toutes les têtes. Meta croyait pouvoir surfer sur la mauvaise réputation de Twitter pour lui voler son public, ce que le réseau social n'a absolument pas fait. Qu'en sera-t-il de Bluesky ?

Comment l'IA générative arrive, avec mille précautions, dans les progiciels



Technologie : L'irruption de l'IA générative sur la scène logicielle bouscule les acteurs traditionnels du progiciel. Dans le monde du BPM par exemple, Appian met les bouchées doubles pour proposer rapidement à ses clients une IA Gen performante, mais surtout sécurisée pour les secteurs réglementés.

"Il est temps que tout le monde s'arrête de parler d'IA, et commence à faire des choses avec". C'est sur cette formule lapidaire que Matt Calkins, le fondateur et PDG d'Appian, a conclu sa présentation lors de l'évènement Appian Europe 2023. Car si 2024 doit être l'année ou l'IA générative entre dans les entreprises, pas question de le faire à la va vite assure le boss d'Appian. "Les clients des entreprises et les entreprises doivent être les gagnants de cette transformation, et non pas les "big tech"".

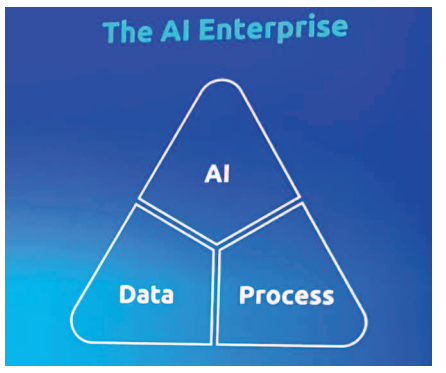
Un coup de pied de l'âne aux géants de la tech qui se sont emparés de la frénésie autour de l'IA générative. Microsoft tient fermement OpenAI via son infrastructure de cloud, Google injecte de l'IA dans sa suite bureautique gratuite Google Workspace et dans Gmail.

Comment assurer performance et sécurité de l'IA ?

De quoi en faire les champions de l'intelligence artificielle ?

Une pilule difficile à avaler pour les acteurs du BPM (Business Process Management) et du RPA (Robotic Process Automation) dont fait parti Appian, avec UiPath, Automation Anywhere ou encore Pegasystems et SAP.

"Nous faisons de l'IA depuis plus de 10 ans" revendique Matt Calkins sur scène. Pas question donc que les "big tech" délogent ces acteurs de cet écosystème hyperspécialisé dans la gestion des API, du RPA et de l'IA pour des clients B2B à la recherche de performance, mais aussi et surtout de sécurité.



Vers l'IA privée

Appian joue donc sur la corde sensible de la sécurité et de la conformité. Il faut dire que l'ADN de l'entreprise repose sur des clients des secteurs de la défense et des services financiers.

"Avec notre IA, nous faisons la promesse de nous occuper des processus critiques et de proposer de l'IA privée" dit aussi Mat Calkins. De l'IA privée ? Un concept qui semble emprunter au "cloud privé", en opposition au cloud public dont on ne sait où sont hébergées les données. "Jusqu'à présent si vous voulez faire de l'IA en entreprise, vous devez soit installer une IA open source derrière votre firewall, ce qui demande un haut niveau d'expertise, soit utiliser une IA générique sur le site d'un fournisseur, avec de vrais problèmes de contexte des réponses et de qualité de l'information" relève le PDG d'Appian. "Notre idée, c'est d'envoyer la requête en même temps que les données à une plateforme. Ainsi vous aurez de bons résultats".

"Les données ne sont jamais utilisées pour former le modèle"

Et cela passe par plusieurs étapes. "Nous avons d'abord proposé OpenAI sur notre plateforme indique Malcolm Ross, le responsable de la stratégie d'Appian. Mais cela pose des problèmes, parce que OpenAI n'a qu'un niveau très minimal de conformité en matière de sécurité des données".

"Nous sommes donc en train de passer d'OpenAI à Bedrock, qui est un LLM d'AWS sorti le 28 septembre. Nous allons intégrer Bedrock dans l'application et l'architecture, derrière le pare-feu d'Appian. Nous pourrons ainsi nous assurer que les données ne quittent jamais notre environnement". Appian est encore en phase de prototypage sur ce point. Mais surtout, au delà de la qualité du prestataire, la mise au point de l'IA privée est aussi une question d'architecture.

Avec l'IA privée, "les données ne sont jamais utilisées pour former le modèle dit Malcolm Ross. Nous utilisons le LLM pour une compréhension sémantique du langage naturel. Ensuite, nous faisons beaucoup de prompt engineering, pour donner le contexte sur lequel nous voulons avoir une conversation". C'est la qualité du prompt qui permet d'obtenir des réponses à la hauteur des demandes

Conséquence de ce choix technique, les données ne sont jamais conservées par le moteur d'IA. De quoi garantir la sécurité des clients d'Appian, qui travaillent pour la plupart dans des secteurs règlementés.

"En ce qui concerne le filtrage des données, les designers ont un contrôle total sur données, ce qui permet d'occulter complètement les IIP (informations privées identifiables) ou les informations publiques identifiables des données" rajoute le responsable de la stratégie d'Appian.

"Ainsi, même si je souhaite avoir une conversation au sujet d'un client allemand, et qu'un peu plus tard ce client fait valoir son droit à l'oubli dans le cadre du RGPD, cette conversation n'a pas été conservée dans le modèle d'IA". C'est donc la qualité du prompt qui permet d'obtenir des réponses à la hauteur des demandes des utilisateurs, puisque le moteur d'IA n'est pas amélioré par les interactions.

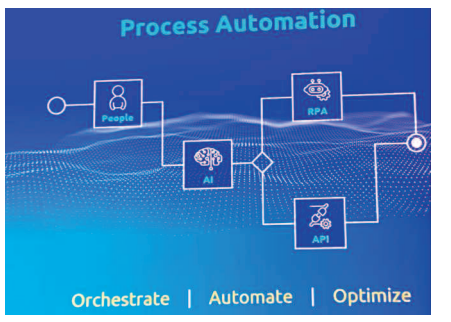
"C'est le prompt engineering qui permet d'améliorer la compréhension du LLM" indique Malcolm Ross.

"Le prompt engineering se fait en coulisses pour l'instant"

"Le prompt engineering se fait en coulisses pour l'instant, l'utilisateur ne le voit pas. L'année prochaine, nous envisageons des fonctionnalités qui lui permettront de construire des prompt pour concentrer l'attention de l'IA dans un domaine spécifique".

Mais cela nécessite un haut degré de précision. Car l'IA ne doit pas halluciner un nom de fonction ou une représentation syntaxique. "Nous combinons donc cette IA avec notre propre logique personnalisée, à la fois prescriptive et prédictive, qui valide l'IA en temps réel au fur et à mesure qu'elle renvoie les résultats. Si nous détectons une hallucination, nous procédons à des corrections en coulisses avant de montrer le résultat à l'utilisateur" dit Malcolm Ross.

Cette manière de faire de l'IA générative, au delà de la question de la sécurité des données, permet aussi de limiter les coûts. Chaque ré-entraînement des données nécessite du temps de calcul



GPU sur les architectures de cloud.

"Nous réveillons avec la gueule de bois du lendemain, nous recevons l'addition"

"L'aspect économique devient important note Malcolm Ross. En 2023, nous avons eu la grande fête de l'IA. Et là nous nous réveillons avec la gueule de bois du lendemain, nous recevons l'addition. Et donc tout le monde se demande comment créer des modèles de tarification qui soient acceptables pour nos clients".

En attendant ces évolution, l'entreprise se doit tout de même de céder à la mode OpenAI. La dernière version de sa plateforme, qui fusionne les données provenant de plusieurs sources (CRM, bases de données,...) dans un modèle de données, et ce sans déplacer les données, accueille un module AI Copilot.

"AI Copilot peut résumer des textes, remplir des formulaires sur la base de l'analyse de formulaires papier, rédiger automatiquement des emails sur la base des données de la plateforme" explique Malcolm Ross.

Il existe une fleur qui sent le chocolat !

Cosmos atrosanguineus, alias cosmos chocolat, est une plante originaire du Mexique qui s'est éteinte à l'état sauvage, elle est reproduite en culture depuis 1902 par multiplication végétale.
Bien qu'aucune partie de cette plante ne soit comestible, le cosmos chocolat qui pousse jusqu'à 60cm de hauteur produit des fleurs qui ont la particularité de dégager une odeur similaire à celle du chocolat.

7 millions de dollars pour construire le Titanic, 200 millions pour faire le film



Le film « Titanic » a été un succès phénoménal. Ce chef-d'œuvre a remporté 11 Oscars et a lancé la carrière de ses fils, Kate Winslet et Leonardo DiCaprio. Afin de réaliser un tel film, les producteurs ont dépensé beaucoup d'argent.
Plus précisément, « Titanic », qui est sorti en 1997, a coûté 200 millions de dollars. Une grande partie du coût du film a été affectée à la reconstruction partielle du paquebot lui-même.
Le film a, en effet, entraîné beaucoup plus de dépenses que le vrai « Titanic » qui a coûté environ 7,5 millions de dollars.

Le Canada a plus de lacs que le reste des pays du monde combinés !

Le Canada abrite environ 60% des lacs de notre planète. Il n'y a pas de nombre officiel de tous ses petits lacs. Cependant, ce pays compte 31 752 lacs de plus de 3 kilomètres carrés et 561 lacs de plus de 100 kilomètres carrés. Près de 9% de la superficie du Canada est couverte d'eau douce. Malgré ses milliers de lacs, le Canada a dépensé, en 2010, près de 2 millions de dollars (1,6 million d'euros) pour construire un lac artificiel à l'occasion du sommet du G8 à Toronto.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



L'avion de Norse Atlantic Airways affrété par l'Institut polaire norvégien transportait des scientifiques. Jamais un aussi gros avion n'avait atterri en Antarctique.

Un Boeing 787 Dreamliner se pose en Antarctique sur la neige, une première historique

AVIATION - La piste était dégagée, mais bien glacée. Des pilotes de la compagnie norvégienne Norse Atlantic Airways ont réussi à poser un Boeing 787 sur de la neige en Antarctique pour la première fois. L'avion était affrété par l'Institut Polaire Norvégien et transportait 45 passagers, dont des scientifiques, et 12 tonnes de matériel de recherche. L'atterrissage historique a eu lieu mercredi 15 novembre à l'aérodrome de Troll, à quelques kilomètres de la station de recherche du même nom dans la région de la terre de la Reine-Maud, comme le montre la vidéo en tête d'article.
Certains des chercheurs à bord devaient ensuite se rendre à la base antarctique Neumayer III.
Selon Camilla Brekke, la directrice de l'Institut polaire norvégien, l'atterrissage réussi du Boeing 787 « ouvre de nouvelles possibilités pour la logistique de Troll, ce qui contribuera également à renforcer la recherche norvégienne en Antarctique ».
Entre six et dix avions se posent chaque année à Troll, explique l'Institut polaire norvégien dans son communiqué mais jamais un appareil aussi gros n'avait atterri sur la piste de 3 000 mètres de long et 60 mètres de large.
Le Boeing 787 en provenance d'Oslo avait d'abord fait une escale au Cap en Afrique du Sud, avant de se diriger vers les côtes de l'Antarctique.
L'équipage de Norse Atlantic Airways a ensuite fait le chemin inverse sans avoir besoin de faire le plein de carburant à l'aérodrome de Troll. Et après avoir pris une photo en uniforme sur la glace, évidemment.

L'hôtel « le plus étroit du monde » se trouve près de Bali : découvrez cet établissement unique

Dans la commune de Salatiga (Indonésie), se trouve un hôtel de seulement 2,8 mètres de large. Il serait « le plus étroit du monde », c'est en tout cas le titre que son architecte Ary Indra tente de décrocher. Un coup marketing pour attirer des touristes du monde entier dans sa ville natale.

Bienvenue à PituRooms. Cet hôtel de 2,8 mètres de large serait « le plus étroit du monde » avec ses cinq étages, selon son créateur. Repéré par CNN Travel , cet établissement hors du commun se situe à Salatiga, dans le centre de Java, en Indonésie. Il a été construit au pied du mont Merbabu et a ouvert en décembre 2022.

Un terrain que personne ne voulait acheter
Salatiga est moins populaire et touristique que d'autres villes à Java comme Yogyakarta, Subaraya, ou encore l'île voisine de Bali. Chez la population locale, la ville est pourtant reconnue pour sa nourriture, ses infrastructures et sa bonne qualité de vie. Elle est d'ailleurs considérée comme un lieu agréable pour prendre sa retraite par les Indonésiens. Avec son hôtel insolite, l'architecte Ary Indra, espère attirer l'attention internationale sur sa ville natale. « Nous n'avons eu que 5 % de clients de nationalité étrangère », a-t-il constaté après un an d'ouverture.
Après une carrière à Jakarta et Singapour, Ary Indra s'est mis à la recherche d'un terrain à Salatiga. Il en a trouvé un dont personne ne voulait en raison de sa taille, rapporte CNN Travel. C'est là que PituRooms, un hôtel de sept chambres, a vu le jour.

À quoi ressemble l'hôtel
L'architecte a su rentabiliser l'espace : dans chaque chambre se trouvent un lit double et une petite salle de bains équipée d'une douche et de toilettes. Elles possèdent toutes une atmosphère unique, grâce à une décoration et des œuvres d'art qui proviennent de Salatiga. Un restaurant a été installé sur le toit. L'établissement prévoit également d'accueillir des événements et des expositions d'art. « Je souhaite que les gens découvrent Salatiga d'une nouvelle manière, a déclaré l'architecte auprès du média américain. Je possède, conçois et exploite PituRooms avec ma propre équipe. C'est devenu ma nouvelle plateforme pour générer un nouveau type de tourisme qui implique les communautés locales ».



Voici comment les arbres se défendaient contre les attaques extérieures il y a 360 millions d'années

Une équipe internationale de scientifiques a récemment découvert la présence de thylles, des structures d'autodéfense, dans un bois fossilisé vieux de 360 millions d'années. De quoi prouver que les arbres se défendaient déjà à cette époque.



Une découverte étonnante. Des structures connues sous le nom de thylles, formées par les plantes pour protéger leur bois contre la propagation de bulles d'air (qui bloquent la circulation de l'eau) et contre les pathogènes (des agents infectieux tels que les champignons), ont été détectées par des chercheurs dans un arbre vieux de 360 millions d'années, rapporte le CNRS dans un communiqué. Dans une étude parue dans la revue Nature Plants le 20 avril dernier, l'équipe internationale de scientifiques précise que le bois, issu de la période géologique du Dévonien, a été retrouvé dans le sud-est de l'Irlande, près de la péninsule de Hook Head.

À cet endroit, "un petit bout de falaise abrite des fossiles d'arbres et de plantes qui y ont été transportés par une rivière", précise à Sciences Avenir Anne-Laure Decombeix, paléobotaniste à l'UMR botAnique et Modélisation de l'Architecture des Plantes et des végétations (AMAP) du CNRS à Montpellier.

Infiltrés par de l'eau minéralisée, ces fossiles ont gardé des informations anatomiques très détaillées, que l'on ne peut habituellement pas observer au microscope.

"Un appareil végétatif était assez comparable à celui des arbres actuels"

Un cas rare, donc, qui a permis aux chercheurs de découvrir la présence de thylles dans l'un des arbres.

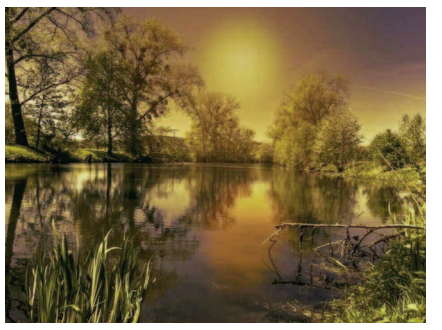
Ces structures d'autodéfense sont des excroissances se formant à l'intérieur de certaines cellules et les bouchant parfois totalement. "Elles peuvent ainsi protéger le reste du bois en empêchant la propagation de pathogènes ou de bulles d'air", indique le CNRS.

Si cette découverte est si importante aux yeux des scientifiques, c'est parce qu'il s'agit "du plus ancien exemple connu à ce jour de formation de thylles dans un bois fossile", assure le CNRS. C'est aussi la première preuve de la présence de ces structures d'autodéfense sur un arbre issu de la période géologique du Dévonien.

Cela signifie donc qu'il y plus de 300 millions d'années, les arbres avaient un "appareil végétatif était assez comparable à celui des arbres actuels".

"Le fait qu'ils produisaient des thylles révèle un aspect 'moderne' de leur biologie", conclut le centre de recherche.

Faut-il revoir notre relationnel avec l'eau en lui accordant des droits ?



ACCESSIBILITÉ, sécheresse, pollution... les problématiques autour de l'eau ne manquent pas. Source essentielle à la vie et au maintien des écosystèmes, sa protection aux quatre coins du globe n'est pas garantie, loin s'en faut. Pour y parvenir, des actions ont vu le jour afin de garantir des droits aux zones aquatiques, sur le modèle des droits humains.

Aussi bien sous le prisme de son accessibilité qu'à travers l'enjeu climatique, l'eau fait l'objet des principales préoccupations mondiales. L'alerte de l'Organisation des Nations Unies (ONU) n'est d'ailleurs pas passée inaperçue : "Une surconsommation et un surdéveloppement vampiriques, une exploitation non durable des ressources en eau, la pollution et le réchauffement climatique incontrôlé sont en train d'épuiser, goutte après goutte, cette source de vie de l'humanité", a déclaré son secrétaire général Antonio Gueterres en mars 2023.

Les mots sont dits. Les alertes ne sont pas nouvelles, mais cette dernière vient remettre sur la table l'élan périlleux dans lequel l'humanité s'est engagée depuis plusieurs décennies. Les cas documentés de pollutions de multiples zones aquatiques du monde sont nombreuses, et un article ne suffirait probablement pas pour les énumérer. Pour évoquer les scandales environnementaux les plus récents en France, citons néanmoins la rivière du Foron en Haute-Savoie qui a reçu pas moins de 700 litres d'hydrocarbures – en cause, une fuite dans une citerne de gazole dans la commune de Sciez en 2020.

En 2022, une étude de la composition des eaux des lacs des montagnes pyrénéennes menée par une équipe de chercheurs toulousains révèle la présence de 141 molécules polluantes dans les étendues d'eau de la chaîne de montagnes. L'équipe qualifie cette triste découverte de "cocktail chimique impressionnant".

Le "patrimoine commun", une approche qui fait fausse route ?

Dans l'hexagone, c'est le code de l'environnement qui contient les principales lois concernant les zones aquatiques. Le Titre Ier nommé "Eaux et milieux aquatiques et marins" fait directement référence à ce qu'on appelle le "patrimoine commun" : "L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général", peut-on lire. Au premier abord, il semble naturel et vertueux de concevoir l'eau comme une richesse qui appartient à toutes et tous. Source essentielle à toute forme de vie, ce n'est probablement pas un hasard qu'elle soit parfois surnommée "l'or bleu" afin de marquer l'accent sur sa rareté toujours plus importante – celle de l'eau douce en particulier.

Or, le fait que l'on perçoive l'eau comme un "patrimoine" ou comme une "ressource utilisable" peut cacher une faille dans la considération mais aussi dans le relationnel que nous entretenons avec l'eau. C'est en tout cas la sincère conviction de Marine Calmet, juriste spécialisée dans les droits de la nature et autrice du livre Devenir Gardiens de la Nature.

Considérer l'eau comme un "patrimoine", c'est invisibiliser le rôle de matrice de la vie et cela ne permet pas de protéger correctement ce rôle de source de vie qu'ont les fleuves et les rivières.
Nos réglementations n'ont pas su éviter la surexploitation, l'utilisation massive des ressources en eau notamment dans le domaine agricole, ni empêcher les pollutions massives", affirme-t-elle.

Accorder des droits aux milieux aquatiques et à la nature

Il s'agit d'un courant juridique dont l'objectif est de "créer un nouveau cadre légal dépassant le droit environnemental actuel", définit-t-elle.

Le mouvement mène ainsi diverses actions avec les acteurs locaux et les communautés afin de donner davantage de droits à la nature. La juriste met en évidence une dimension profondément éthique de ce mouvement. L'objectif, selon ses dires, est d'apporter "une nouvelle forme d'éthique vis-à-vis d'autres êtres vivants qui n'ont pas été qualifiés de sujets jusqu'à aujourd'hui". Elle relève la nécessité absolue de revoir et de refonder le relationnel que nous entretenons avec ce qu'on peut appeler les "non-humains" (zones aquatiques, forêts, montagnes...).

Dans le monde, certains pays ont réussi à accorder de véritables droits à la nature.

Par exemple, en 2008, l'Equateur a inscrit les droits de la Nature dans sa constitution.

Désormais, le pays reconnaît les la "terre mère" comme une entité naturelle sujette à des droits fondamentaux.

De l'autre côté du globe, la Nouvelle-Zélande est aussi perçue comme un modèle en la matière. Comme l'indique un article de Mr.Mondialisation, les écosystèmes du pays se sont vus accorder des droits et ne sont plus perçus comme des biens.

Manque de fer : symptômes, ferritine basse, *danger d'une carence*



La carence en fer aussi appelée "anémie martiale" ou "ferriprive" se traduit par plusieurs signes physiques à commencer par une fatigue inhabituelle.

BIEN-ÊTRE

"Indispensable au bon fonctionnement de l'organisme, le fer est un vrai couteau suisse", nous rappelle d'emblée Laura Azenard, naturopathe. Il sert à la constitution de l'hémoglobine et contribue à la production de myoglobine (une protéine capable de transporter notre réserve d'oxygène vers nos muscles). Voilà pourquoi lorsque l'on manque de fer, on peut vite se sentir très fatigué(e) ou ressentir une sensation de "tête qui tourne".

"Les carences en fer concernent quant à elles principalement les femmes - particulièrement en période des règles ou pendant la grossesse - les enfants en pleine croissance, les végétaliens, mais aussi les sportifs de "longue durée" comme les marathoniens, mais aussi toutes les personnes victimes d'hémorragie ou de perturbation du microbiote intestinal", explique Laura Azenard, naturopathe.

Définition : qu'est-ce qu'une carence en fer ou anémie martiale ?

La carence en fer (aussi appelée anémie martiale ou ferriprive) se traduit par plusieurs signes physiques et en premier lieu par une fatigue inhabituelle et une diminution de la force (endurance et énergie).

On observe également des troubles cognitifs, des maux de tête, des palpitations, un essoufflement à l'effort, des vertiges et même une pâleur de la peau lorsque la carence en fer est marquée (on parle d'anémie ferriprive). Les carences en fer peuvent être dues à des hémorragies (on considère que les règles en font partie) ou à une alimentation trop pauvre en fer.

Quelles sont les causes d'une carence en fer (martiale) ?

Des pertes sanguines visibles (règles abondantes, saignements entre les règles) et invisibles (saignements digestifs).

Un apport insuffisant en fer via l'alimentation (régime végétarien ou vegan).

Une maladie intestinale chronique ou auto-immune qui entraîne une malabsorption du fer au niveau du tube digestif.

Quels sont les symptômes d'une carence en fer ?

Fatigue
Essoufflement
Modification de l'aspect des ongles
Une perte de cheveux un peu plus importante que d'habitude
Pâleur de la peau et des muqueuses
Étourdissements
Palpitations
Vertiges
Maux de tête
Difficultés à se concentrer
Manque de motivation
Diminution de la libido

"Si vous vous sentez fatigué, que vous avez tendance à perdre vos cheveux, à avoir un teint pâle, les ongles cassants et striés, que vous ressentez des migraines, des troubles de la mémoire, une perte d'attention, une impatience dans les jambes (le syndrome des jambes sans repos), un essoufflement anormal pendant l'effort ou encore, si vous avez très souvent froid... Vous avez potentiellement une carence en fer", indique la naturopathe.

Et une carence en fer peut entraîner "une anémie ferriprive" qui se caractérise par une diminution du nombre de globules rouges dans le sang ou de la teneur en hémoglobine.

Quel examen si on manque de fer ?

Lors d'une carence en fer, plusieurs examens sanguins du métabolisme du fer peuvent être prescrits comme le dosage du fer, de la ferritine - protéine permettant le stockage du fer -, de la transferrine (autre protéine qui transporte le fer dans le sang) et des récepteurs solubles de la transferrine.

"Le dosage de la ferritine consiste en une prise de sang réalisée au sein d'un laboratoire d'analyses médicales. Le tube est centrifugé, passé à la machine puis ensuite, l'interprétation est fournie en fonction des résultats. Si le taux d'hémoglobine est inférieur à 12g/dL chez une femme et 13g/dL chez l'homme, alors l'anémie est démontrée".

"Un taux de ferritine inférieur à la normale avec une CRP normale confirme le diagnostic de carence en fer" Les valeurs de référence pour le dosage de la ferritine sérique sont les suivantes :

Chez l'homme adulte : 20 à 200 µg/l ;
Chez la femme adulte avant la ménopause : 10 à 125 µg/l
Chez la femme adulte après la ménopause : 20 à 200 µg/l.

Ferritine : normale, basse, quel est le taux alarmant ?

La ferritine est une protéine qui stocke le fer dans l'organisme. La mesurer permet de déceler une carence en fer. Ferritine basse, élevée, normale... Voici les conseils pour bien interpréter sa prise de sang.

"Un taux de ferritine inférieur à la valeur normale avec une CRP normale permettent de confirmer le diagnostic de carence en fer simple. Ensuite, on regarde le VGM (Volume Globulaire Moyen) et l'hémoglobine, car ce sont eux qui nous donnent l'atteinte finale au niveau de la carence en fer.

Ce qui se passe d'un point de vue physiopathologique, c'est que l'on a une dépression des réserves en ferritine donc celle-ci baisse petit à petit. Pour compenser le fait que la synthèse de l'hémoglobine se fasse moins bien, les globules rouges sont de plus en plus petits pour être de plus en plus concentrés. Or, cela entraîne une diminution du VGM et de l'hémoglobine, entraînant ainsi une anémie", commente le biologiste.

Que faire en cas de carence en fer ?

"Il faut consulter votre médecin afin qu'il vous prescrive une supplémentation en fer", conseille Gaël Saintenoy. On peut aussi augmenter son apport en fer via l'alimentation en privilégiant les aliments qui en sont riches : la viande rouge, les abats, le poisson, les fruits de mer, les légumineuses, les céréales complètes, les graines de sésame, la spiruline, les noix, noisettes, amandes, le persil, le chocolat noir ou encore les épinards.

Cure de fer : bienfaits, durée, effets secondaires

La cure de fer s'adresse aux personnes anémiées, carencées en fer. Les femmes réglées et enceintes sont généralement carencées. Les enfants en croissance et les sportifs peuvent aussi avoir recours à une cure. Mode d'emploi et précautions pour éviter les effets toxiques de ce minéral.

Fer (médicament) : quand en prendre, risques ?

Le fer est un minéral nécessaire à la formation de l'hémoglobine. Il est pris en médicament en cas d'anémie. Pour quelles indications le prendre ? En cas de carence ? Tardyféron, Timoferol...Dans quels médicaments est-il présent ? Peut-il être délivré sans ordonnance ? Quels effets secondaires ?

Manque de fer sans anémie : comment est-ce possible ?

"Cela signifie qu'on est au début de la carence en fer et que l'atteinte n'est pas encore suffisamment importante pour parler d'anémie. En effet, quand on a un taux de ferritine qui est bas, cela veut dire qu'on a une carence en fer avérée mais que l'on n'est pas en anémie car celle-ci est signée par la baisse de l'hémoglobine", explique le spécialiste.

Carence en fer et grossesse

Manquer de fer pendant la grossesse est courant et parfaitement normal. Néanmoins, il est important de la prévenir afin d'éviter une fatigue trop importante et de permettre au bébé de se développer correctement. Comment ? En commençant par intégrer dans son alimentation des aliments riches en fer ou en prenant une supplémentation si votre médecin juge cela nécessaire.

Epuisée, que faire contre la fatigue mentale ?



DANS NOTRE société actuelle, la fatigue glisse de plus en plus vers un versant psychologique et chronique. On parle de plus en plus de la fatigue mentale.

De plus en plus de personnes se plaignent de fatigue. Un mot parfois "fourre-tout" qui n'est plus seulement employé pour désigner la fatigue physique qui se caractérise par des courbatures, des douleurs et un manque d'énergie, mais aussi pour évoquer une certaine lassitude, une perte de sens et de volonté ou encore une intolérance à la contradiction.

Mais, que recouvre exactement le terme de fatigue mentale ?

Mettre en place les solutions en ciblant les causes

Une fois la cause identifiée, il va falloir agir en fonction :

► Si votre travail vous prend énormément d'énergie, il ne faut pas hésiter à en parler avec votre supérieur hiérarchique afin de trouver des solutions, notamment déléguer une partie de vos tâches à l'un de vos collègues.

► A la maison : En cas de charge mentale importante, une discussion avec votre conjoint(e) s'impose pour mieux répartir les tâches du quotidien.

► Il est primordial de prendre chaque jour du temps pour soi et de lâcher prise.

► Un sommeil réparateur est également essentiel pour retrouver de l'énergie et avoir les idées claires.

"Le cerveau est un organe à part entière qui a besoin de se reposer.

11e ÉDITION DU NAPEC DU 13 AU 15 NOVEMBRE 2023 À ORAN

les défis de la transition énergétique au niveau mondial

Par Abderrahmane Mebtoul
Professeur des universités



C'est la plus grande réserve pour l'Algérie, ce qui implique une révision des politiques de l'habitat, du transport et une sensibilisation de la population. L'on doit durant une période transitoire ne pas pénaliser les couches les plus défavorisées. A cet effet, une réflexion doit être engagée pour la création d'une chambre nationale de compensation, que toute subvention devra avoir l'aval du parlement pour plus de transparence. Une chambre devant réaliser un système de péréquation, tant interrégionale que socio-professionnelle, segmentant les activités afin d'encourager les secteurs structurants et tenant compte du revenu par couches sociales, donc une nouvelle politique salariale.

Deuxième axe, ne devant pas être utopique, continuer à investir dans l'amont afin d'éviter le déclin de la production, supposant pour attirer les investisseurs étrangers, étant dans un système concurrentiel mondial. L'augmentation des volumes de gaz à l'exportation, en coopération avec des entreprises étrangères et en exploitant de nouveaux champs gaziers. une des voies pour augmenter les exportations consiste à réduire davantage les émissions de méthane et le torchage, ce qui rendrait plus de gaz disponible pour le commerce.

Plusieurs projets qui doivent approvisionner l'Europe permettront de développer les exportations du gaz par canalisation : le projet du gazoduc trans-saharien NIGAL, d'une longueur de 4 128 kilomètres (qui suppose la résolution du conflit au Niger) et d'une capacité annuelle de trente milliards de mètres cubes ; le projet de Galsi, via la Sardaigne et la Corse, gelé depuis 2012 et qui annonçait alors une capacité de 8 milliards de mètres cubes gazeux pour un investissement de 3 milliards de dollars cout de 2012, devant être relié à la Corse (cf. conférence du Pr A.Mebtoul à la CCI de Corse et son déplacement en Sardaigne pour défendre ce projet).

Selon les données de l'Opep, le gazoduc Medgaz reliant l'Algérie à l'Espagne a connu une augmentation de l'ordre de 2 milliards de m3 en 2022, en passant de 8 milliards de m3 à 10 milliards m3, tandis que les quantités de gaz acheminées vers l'Italie, via le Transmed, ont atteint 23,5 milliards de m3 contre 21,5 milliards m3 en 2021. La révision de la loi des hydrocarbures a pour souci l'adaptation à une conjoncture mouvante, notamment en volet fiscal, pour de nouvelles découvertes.

Mais pour la rentabilité de ces gisements tout dépendra du vecteur prix au niveau international et du coût, pouvant découvrir des milliers de gisements non rentables. Mais l'Algérie pour avoir une valeur ajoutée importante doit s'orienter vers la transformation de son pétrole et du gaz naturel mais dans le cadre d'un partenariat gagnant- gagnant, la pétrochimie à l'instar d'autres filières, les circuits de commercialisation étant contrôlées par quelques firmes multinationales.

Troisième axe, développer les énergies renouvelables combinant le thermique et le photovoltaïque avec pour objectif d'ici 2030, produire, 30 à 40% de ses besoins en électricité à partir des énergies renouvelables où selon des études de l'Université des Sciences et Technologies d'Alger (USTHB), le potentiel photovoltaïque de l'Algérie est estimé à près de 2,6 millions de térawatt heures (TW/h) par an, soit 107 fois la consommation mondiale d'électricité et en énergie éolienne, l'Algérie bénéficie aussi d'un potentiel énergétique important, estimé à près de 12 000 téra-watts/heure (TWh) par an.

Cette même étude estime qu'avec un taux moyen de consommation de 260 m3 /MWh, le potentiel algérien en énergies renouvelables serait équivalent à une réserve annuelle renouvelable de gaz naturel de l'ordre de 700 000 Milliards de m3. Avec plus de 3 000 heures d'ensoleillement par an, l'Algérie a tout ce qu'il faut pour développer l'utilisation de l'énergie solaire, ou presque. Le soleil tout seul ne suffit pas. Il faut la technologie et les équipements pour transformer ce don du ciel en énergie électrique.

Ausssi le défi algérien est-il d'avoir le budget et les technologies nécessaires pour, d'abord, financer la fabrication de panneaux solaires et, ensuite, subventionner, du moins en partie, leur installation à grande échelle. Car les panneaux solaires ne sont pas disponibles sur le marché, et quand bien même ils le seraient, il est quasi impossible pour un particulier d'assumer les charges d'une installation solaire. Le retard dans l'exploitation de l'énergie solaire est indéniable.

Adopté en février 2011 par le Conseil des ministres, le programme national des énergies renouvelables algérien prévoit une introduction progressive des sources alternatives, notamment le solaire avec ses deux branches (thermique et photovoltaïque), dans la production d'électricité sur les 20 prochaines années Dans cette perspective, la production d'électricité à partir des différentes sources d'énergies renouvelables dont l'Algérie compte développer serait de 22.000 mégawatts à l'horizon 2030, soit 40% de la production globale d'électricité. Sur les 22.000 MW programmés pour les deux prochaines décennies, l'Algérie ambitionne d'exporter 10.000 MW, alors que les 12.000 MW restants seraient destinés pour couvrir la demande nationale.

Une fois réalisé, ce programme permettra d'économiser près de 600 milliards de mètres cubes de gaz sur une période de 25 années. Plusieurs centrales solaires dont la part du solaire sont programmées juste pour les neuf prochaines années, ce qui permettra de lever progressivement la contribution des énergies renouvelables dans la satisfaction des besoins internes en électricité.

Outre une nouvelle politique des prix, Sonatrach/Sonelgaz ne pouvant assurer à elle seule cet important investissement, (environ 100 milliards de dollars entre 2023/2030/2035), il y a lieu de mettre en place une industrie nationale dans le cadre d'un partenariat public-privé national/international, supposant d'importantes compétences. Celle-ci doit comprendre tous les éléments de la chaîne de valeur renouvelable, dont l'ingénierie, l'équipement et la construction afin d'accroître le rythme de mise en œuvre, des études sur la connexion de ces sites aux réseaux électriques.

Quatrième axe: développer l'hydrogène vert. Un éventuel partenariat UE-Algérie sur l'hydrogène permettrait de développer la production, la consommation et le commerce d'hydrogène renouvelable et de dérivés. L'Algérie se propose, selon le Ministère de l'Energie, d'investir de 20 à 25 milliards de dollars à l'horizon 2040 autour de l'hydrogène renouvelable, divisée en trois grandes phases : le démarrage via des projets pilotes (2023 à 2030), l'expansion et la création de marchés (2030 à 2040) et l'industrialisation et la compétitivité du marché (2040 à 2050).

À horizon 2040, l'Algérie prévoit de produire et d'exporter 30 à 40 TWh d'hydrogène gazeux et liquide, avec un mix à la fois composé d'hydrogène bleu, produit à partir de gaz, et d'hydrogène vert fabriqué par électrolyse grâce aux importantes ressources solaires du pays, avec pour objectif de fournir à l'Europe 10 % de ses besoins en hydrogène vert, d'ici à 2040

(Suivra)

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT
DIRECTION REGIONALE D'ALGER OUEST
Cité 540 logements AADL BT « D »Brakni W.Blida.
N° Identification fiscale : 000016001405697
A.A. D. L

AVIS DE PRESELECTION

PROGRAMME DE LOGEMENT PROMOTIONNELLES AIDES (LPA)
PROJET : CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT (MAITRISE D'ŒUVRE), ETUDES D'ARCHITECTURE ET TECHNIQUES ET CONTROLE ET SUIVI Y COMPRIS LES PROPOSITIONS DE REGLEMENT DES 50 LOGEMENTS LPA + PROMOTIONNELS LIBRE AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION « RESEAUX TERTIAIRES » AU SITE 1024 LOGEMENTS COMMUNE DE OULED YAICH , WILAYA DE BLIDA.
N°028/DRAO/AADL/2023 DU 10/10/2023

En application des dispositions du décret présidentiel n° 15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, l'Agence Nationale de l'Amélioration et du développement du Logement « A.A.D.L », Direction Régionale d'Alger Ouest, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au concours national d'architecture restreint (maîtrise d'œuvre)**N°028/DRAO/AADL/2023**, publié au bulletin officiel des marchés de l'opérateur public(BOMOP) et dans les quotidiens nationaux **Le jeune indépendant** en date du **10/10/2023** et الجزائر en date du **10/10/2023**
Et après l'évaluation des dossiers de candidature (1ere phase) par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres au service contractant, la liste des bureaux d'études qualifié pour la deuxième phase est arrêté comme suite :

N°	N° de plis	Bureau d'études	Eligibilité	Observation
01	01	**GROUPEMENT ARMANCHI**	Eligible	Qualifié pour la 2ème phase
02	02	**GROUPEMENT MOHAMDI-SAHEL**	Eligible	Qualifié pour la 2ème phase
03	03	**SCP AMMA**	Eligible	Qualifié pour la 2ème phase
04	04	**SOCIETE CIVIL POWER HOUSE**	Eligible	Qualifié pour la 2ème phase
05	05	**SARL ACRO POLICE**	Eligible	Qualifié pour la 2ème phase

Les candidats présélectionnés sont invités à remettre les plis de leurs offres techniques, offre de prestation et offre financière, sous enveloppe principale scellé et anonyme, ne comptant aucune inscription extérieure autre que le numéro objet du concours, le nom et l'adresse du maitre d'ouvrage et la mention à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres, conformément aux dispositions du cahier des charges dans un délai de vingt et un (21) jours à compter de la première parution de l'avis de présélection sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

La date et l'heure limite de dépôt des dossiers correspondent, au dernier jour de la durée de leur préparation, au plus tard à 12H00.Cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable, au cas où cette date coïncide avec un jour férié et/ou de repos hebdomadaire légal.
Les offres doivent être déposées dans les délais requis à l'adresse suivante :

Direction Régionale D'Alger Ouest « DRAO/AADL »
Cité 540 logements AADL Bt « D » BRAKNI. BLIDA

Les enveloppes des offres de prestation ne sont ouvertes qu'après l'évaluation des offres techniques
L'ouverture des enveloppes des offres de prestation n'est pas publique, Les enveloppes des offres financières ne sont ouvertes qu'après les résultats de l'évaluation des prestations par le jury, la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres procède à l'ouverture des plis des offres financières des soumissionnaires pré-qualifiés par le jury.

L'ouverture en séance publique du dossier, offre techniques 'effectuera au siège du maître d'ouvrage indiqué ci-dessus en présence des soumissionnaires le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres sus-indiqué à quatorze heure (14H00).
Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires d'assister à l'ouverture des plis.

Le Jeune Indépendant **du 21/11/2023 / ANEP 2316028276**













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 Football : Qualifications au Championnat d'Europe - Grèce / France — TF1

21h00 Pièce de théâtre France, 2023
Le vison voyageur — France 2

20h55 Divertissement, France 2023
La France a un incroyable talent — M6

21h00 Cinéma Drame Etats-Unis, 2022
Empire of Light — CANAL+

20h55 Société
France 2023
Squats & conflits : sortir du cauchemar — W9

20h50 Cinéma Film de science-fiction
Etats-Unis 2010
Le livre d'Eli — CINE + FRISSON

21h05 Cinéma Comédie sentimentale
France, 2015
Ange et Gabrielle — 6ter

20h50 Cinéma Comédie 1999
Astérix et Obélix contre César — CINE + PREMIER

21h20 Cinéma Drame Etats-Unis, 2004
Million Dollar Baby — C8

20h50 Cinéma Film d'horreur Australie, 2022
Carnifex — CANAL CINEMA

21h00 Cinéma Film policier
Etats-Unis - Grande-Bretagne, 1974
Le crime de l'Orient-Express — CINE + FAMIZ

21h00 Magazine de société
France 2023
90' Enquêtes — TMC

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique Canada, 2023
Saison 2 Épisode 3-4

Yellowjackets

Excepté Taissa, chaque survivant se souvient des événements survenus la nuit précédente, lorsqu'ils entouraient le corps de Jackie. Les âmes sont lourdes. Lottie propose d'organiser une fête prénatale pour l'enfant à naître de Shauna.

22h35

Série d'horreur Etats-Unis, 2023
Saison 8 Épisode 11/12

Fear the Walking Dead

Spin off de la série The Walking Dead, Fear the Walking Dead met en lumière les causes de l'épidémie de zombies qui a ravagé la planète. Ainsi, l'intrigue se situe à Los Angeles durant les premières attaques de morts-vivants.
On y découvre le quotidien de Madison qui travaille dans un lycée en tant que conseillère d'orientation, ainsi que de ses deux enfants, Alicia et Nick.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:44	12:16	14:58	17:21	18:43
CONSTANTINE	05:50	12:22	15:04	17:27	18:49
ALGER	06:02	12:34	15:16	17:39	19:01
OUARGLA	05:57	12:29	15:13	17:36	18:57
CHLEF	06:09	12:41	15:25	17:48	19:09
MOSTAGANEM	06:15	12:46	15:30	17:53	19:14
ORAN	06:17	12:49	15:33	17:56	19:17

LE TEMPS
INDÉPENDANT

N° 7745 — MARDI 21 NOVEMBRE 2023

www. jeune-independant. net direction@jeune-independant. net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	19°	12°
Oran	20°	13°
Constantine	20°	6°
Ouargla	25°	12°

CONSÉCRATION DE L'ETAT DE DROIT

Larbaoui souligne l'importance des réformes

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a mis en avant, hier, au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal à Alger, les grands axes des réformes constitutionnelles et législatives menées, depuis plus de trois ans par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, des réformes ayant pour principal fondement la consécration de l'Etat de droit.

Présidant l'ouverture des travaux du Dialogue judiciaire africain, en sa qualité de représentant du président de la République, le Premier ministre a mis en avant «les mesures importantes de renforcement des garanties relatives au respect des droits de l'Homme et des peuples, que stipule la Constitution algérienne initiée par le président de la République en 2020».

A ce propos, il a cité «la consécration du principe de la sécurité juridique, la généralisation du principe du double degré de juridiction et l'élargissement du champ de l'exception d'inconstitutionnalité pour couvrir la règlementation».

Cela a permis, a-t-il poursuivi, «d'opérer une réforme globale du système législatif et institutionnel concerné par les droits de l'Homme, et de l'orienter entièrement vers la contribution à la réalisation d'un développement axé sur le citoyen».

«Ce processus a requis une attention particulière à la réforme globale de la justice et au renforcement de son indépendance, étant un pilier principal pour consolider le processus d'édification nationale vers la gouvernance judiciaire et l'humanisation de l'action judiciaire, à travers notamment une réforme profonde du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) qui a permis de consacrer sa pleine indépendance et la concrétisation effective de ses prérogatives exclusives en matière de gestion de la carrière des magistrats», a ajouté le Premier ministre. «Ce chantier devrait être couronné par la promulgation du nouveau statut de la Magistrature qui renforcera l'indépendance du magistrat, le préservera de toute influence extérieure et assurera l'amélioration de sa situation socio-professionnelle», a affirmé M. Larbaoui. Le Premier ministre a également mis en relief «les efforts consentis dans le domaine de la formation des magistrats, du renforcement de leurs acquis théoriques et professionnels, et du développement des capacités des différents agents chargés de l'application de la loi, l'accent étant particulièrement mis sur la conscientisation des différents intervenants dans l'activité judiciaire aux questions en lien avec la protection des droits de l'Homme». M. Larbaoui a évoqué, en outre, «l'attachement de l'Algérie à introduire, dans son système législatif national, tous les critères internationaux inhérents aux droits de l'Homme», rappelant que «la Constitution de 2020 a consacré cette orientation à travers l'obligation faite au magistrat national d'appliquer les conventions ratifiées lors de l'exercice de ses missions».



Larbaoui à l'ouverture des travaux du Dialogue judiciaire africain.

M. B.

SUR INVITATION DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Des experts américains en visite au Musée central de l'Armée

UNE DÉLÉGATION américaine de spécialistes des musées a effectué une visite au musée central de l'Armée à Alger, entre le 14 et le 16 novembre 2023, dans le cadre d'un programme d'échange avec des responsables des musées et archives algériens, sur invitation du ministère algérien de la Défense nationale (MDN). C'est ce qu'a indiqué ce lundi un communiqué de l'ambassade des États-Unis à Alger.

Durant cette visite les experts américains ont engagé avec leurs homologues algériens des concertations sur la muséologie, ainsi que des échanges d'idées sur les meilleures pratiques et procédés de conservation dans les musées et les archives.

Selon la même source, cet échange a permis aux deux côtés de discuter des méthodes de préservation des pièces de musée, de la conservation des œuvres d'art retraçant l'histoire de l'Algérie. Durant cette visite, les experts américains ont



écouté un exposé présenté par leurs hôtes algériens sur les techniques de préservation des objets historiques importants de l'Algérie, des peintures à l'huile, des articles en cuir, en passant par les armes et les manuscrits anciens.

Les experts américains ont eu également l'occasion d'effectuer une tournée dans toues les pavillons du musée, à la bibliothèque nationale d'El Hamma et au Jardin d'Essai. «Nous avons apprécié l'accueil très aimable et l'opportunité d'échanger des connaissances avec nos homologues algériens. Nous en avons découvert davantage sur l'histoire et la culture de l'Algérie», a déclaré le directeur régional des Musées américains de l'Armée pour le Sud-Est, David Hanselman.

L'Algérie a été le premier pays sélectionné au monde pour cette visite qui marque le lancement d'une nouvelle série d'échanges internationaux par le Centre militaire d'histoire militaire des États-Unis avec des musées militaires.

Nassim M.

GHARDAÏA

Ouverture de la semaine de l'entreprenariat «vert»

UNE SEMAINE de l'entreprenariat «vert» a été ouverte, hier, à l'université de Ghardaïa, à l'initiative de l'Agence nationale des déchets (AND) en coordination avec le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie.

Lors de la séance d'ouverture de cet événement, Ryadh Boudjemadi, responsable de la nature, climat et énergie au PNUD en Algérie, a indiqué que «le choix de Ghardaïa pour abriter cette deuxième semaine de l'entreprenariat «vert» est justifié par l'existence d'un fort potentiel humain intéressé par la création d'entreprises dans le domaine des métiers de l'environnement et également l'existence d'un Ksar écologique «Tafilelt» primé pour son respect des normes environnementales et le recyclage des déchets».

Abordant la même thématique, Mme Hanan Kaouane, responsable de l'accélérateur PNUD/Algérie, a pour sa part aggirmé que cet évènement «vise à sensibiliser à l'entreprenariat «vert» et l'innovation à l'économie circulaire, à appuyer et à accompagner les porteurs de projets en les informant sur les opportunités, les aides allouées pour la création et le développement durable de leur entreprises».

«L'université de Ghardaïa renferme un club pour les porteurs de projets et une maison d'entreprenariat que l'on va accompagner pour la concrétisation de leur projets de création d'entreprises dans le domaine de l'économie circulaire durable», a précisé Melle Kaouane.

De son côté, le directeur général de l'AND, Karim Ouamane a indiqué que «cette semaine vise essentiellement à toucher le maximum de jeunes universitaires et promouvoir les différentes activités dans le domaines de la gestion des déchets tout en favorisant la création de richesse et d'emploi durable». «Nous œuvrons pour la mise en place d'une base solide pour le développement de l'économie circulaire valorisant les matières résiduelles, les déchets et le développement de la technologie de recyclage», a expliqué M.Ouamane, ajoutant que la concrétisation d'une économie circulaire durable porteuse de plus-value, requiert l'adhésion des investisseurs notamment nos jeunes universitaires par leur sens d'innovation dans le recyclage, le tri, et la valorisation des déchets.

Pour sa part, le wali de Ghardaïa, Abdallah Abi Nouar a mis en avant les efforts déployés par l'Etat en matière de traitement des déchets organiques, liquides et lourds avant d'appeler les porteurs de projets notamment les jeunes universitaires à s'investir dans l'économie circulaires et trouver des solutions innovantes pour la valorisation des déchets dans le respect de l'environnement.

Interrogé en marge de l'ouverture de cette semaine, l'inspecteur régional de l'environnement (Ouargla), Amar Bouamer a souligné «qu'une prise de conscience croissante des enjeux environnementaux chez les jeunes du sud est constaté ce qui permet de favoriser une dynamique économique en pleine évolution en matière de recyclage, récupération et valorisation des déchets».

S. N.